



Accédez directement à l'article souhaité depuis cette page sommaire en cliquant

l'icône  **située en haut à gauche de cette page Résana.**

Exercice de sécurité civile - Penly

- Exercice nucléaire à la centrale de Penly : l'alerte a sonné sur les téléphones portables – Paris Normandie

Économie et vie des entreprises

- Bilan des Investissements Étrangers 2025 : La Normandie confirme sa puissance industrielle et sa capacité à créer des emplois - Normandinamik
- Chapelle Darblay : en difficulté financière, le repreneur canadien Fibre Excellence menace de se retirer fin mars – Ici Normandie
- Zone industrielle du Havre. La nouvelle plateforme logistique bas carbone livrée à la fin 2026 Paris Normandie
- Padel à Dieppe : un complexe de 2 100 m² va sortir de terre, avec six courts et une brasserie – Paris Normandie

Travaux et aménagements

- Yvetot. Travaux suspendus au District de football – Le courrier cauchois
- Yvetot. Tribunal : l'avenir s'éclaircit après trois appels à projets infructueux- le courrier cauchois
- Près d'Elbeuf : de grands travaux annoncés sur cet axe majeur – Journal d'Elbeuf

Sécurité

- Près de Rouen : un homme aurait essayé de pénétrer dans une école, les parents inquiets pour la sécurité – journal d'Elbeuf

Collectivités locales et équipements publics

- Recensement 2026 : à Neufchâtel-en-Bray, c'est La Poste qui s'en occupe et ça rassure les riverains – Ici Normandie
- Depuis 30 ans, dès qu'il pleut, Marc subit des inondations sur son terrain : "On reçoit toute la boue des champs – France info
- Le drapeau israélien sur la façade de l'hôtel de Ville de Rouen vandalisé pour la troisième fois : la mairie va déposer plainte – France uinfo
- Goderville. Câble défectueux, votes non comptabilisés et élus furieux : le conseil communautaire tourne court – Le courrier cauchois
- À Bolbec, un dernier conseil municipal sous tension avant les élections – Paris Normandie
- Malfaçons de l'espace Marc Sangnier : la Ville de Mont-Saint-Aignan fait condamner le constructeur- Paris Normandie
- À Canteleu, les agents municipaux réclament plus d'effectifs et de respect – Paris Normandie
- « Des investissements colossaux pour l'avenir » à Dieppe en 2026 - Les infos dieppoises

Éducation

- Près du Havre. L'école de Gainneville et plusieurs bâtiments publics fermés en raison d'un incident électrique – Tendances Ouest
- Décryptage. Violences dans les écoles catholiques des Lasalliens : qu'est-ce que la clause de confidentialité imposée aux victimes ? – France info
- « Nous avons besoin de moyens » : les professeurs du lycée Brassens mobilisés à Neufchâtel-en-Bray – Paris Normandie
- Près de 300 postes d'enseignants supprimés en Normandie : « l'école ne tient plus qu'à un fil » - 76actu

Faits divers

- Le Havre : appel à témoins après la disparition inquiétante d'un jeune homme de 19 ans – InfoNormandie
- En Seine-Maritime, il œuvrait dans le trafic de tabac et d'alcool avant de tomber pour proxénétisme Paris Normandie

Mobilités

- Obstacles sur les voies, LNPN, étoile de Rouen : Jean Castex à Yvetot pour évoquer les dossiers du rail normand – Ici Normandie
- Jean Castex, dans le train entre Rouen et Yvetot, pour parler des grands projets ferroviaires – Paris Normandie

Justice

- Suspectée d'avoir escroqué plus de deux millions d'euros, une orthodontiste mise en examen et suspendue par l'ARS – France 3

Environnement

- Pays de Caux. Vigilance, l'eau est impropre à la consommation dans plusieurs communes : des distributions de bouteilles à venir – le courrier cauchois
- Yvetot. "Il n'y a pas de danger pour la nappe phréatique" selon un propriétaire mis en demeure de dépolluer son terrain
- Cinq communes au nord de Rouen totalement ou partiellement privées d'eau potable – Paris Normandie

Santé

- Au Rouvray, les syndicats se mobilisent au chevet de la pédopsychiatrie – Paris Normandie

Municipales 2026

- Municipales 2026. Qui sont les candidats de la liste de Douglas Potier à Bolbec ? – le courrier cauchois
- Étretat. André Baillard, maire sortant, dévoile sa liste "Pour Étretat tous unis" – le courrier cauchois
- Élections municipales à Harfleur : Kévin Crochemore détaille son programme et sa liste – Paris Normandie
- Au Havre, la CGT des agents territoriaux interpelle les candidats aux élections municipales - 76actu

Acteurs publics

- Le modèle de carrière de fonctionnaire ne domine plus chez les jeunes entrants dans la fonction publique
- Sous la menace d'une réforme, les ARS planchent sur le renforcement de l'échelon départemental
- Le recours aux contractuels continue de faire augmenter les effectifs de la fonction publique

Exercice nucléaire à la centrale de Penly : l'alerte a sonné sur les téléphones portables

Loïc Potier

4-5 minutes

Comme annoncé, l'alerte de la sécurité nucléaire a sonné sur les téléphones portables ce jeudi 12 février 2026 par le biais du système FR-Alert. Les consignes de la préfecture ont été spécifiées.



Publié: 12 Février 2026 à 11h01 Temps de lecture: 2 min

Il était 10 h 28 ce jeudi 12 février 2026 quand les téléphones portables des personnes situées dans un rayon de 20 kilomètres autour de la centrale nucléaire de Penly, commune de Petit-Caux ont reçu l'alerte émise par les services de la préfecture de la Seine-Maritime d l'exercice de sûreté prévue au cours de la journée.

C'est une sonnerie particulière qui a retenti. Un deuxième rappel a eu lieu à 10 h 30. L'exercice avait été annoncé en amont afin de ne pas mettre en danger la population. À 11 h 35, un nouvel appel a sonné signalant la levée du plan particulier de mise en sûreté (PPMS) dans les établissements scolaires.

Les consignes sont données

Le message reçu sur les téléphones portables donne les consignes en cas d'accident nucléaire : abritez-vous, fermez les fenêtres, portes et aérations, écoutez la radio et laissez les enfants à l'école. Les établissements scolaires ont des mesures spéciales à prendre afin de garantir la sécurité des enfants et adolescents.

Rappelons qu'il s'agit d'un exercice obligatoire au fonctionnement de la centrale nucléaire afin de tester l'ensemble des procédures

de sécurité à prendre en cas de véritable accident nucléaire. Le scénario de la « crise virtuelle » est resté totalement secret jusqu'à son déclenchement. En théorie, FR-Alert devrait communiquer la fin de l'exercice. En toute logique, les sirènes des différentes communes situées dans le périmètre ont retenti.

Lire aussi



[Padel à Dieppe : un complexe de 2 100 m² va sortir de terre, avec six courts et une brasserie](#)



[Pourquoi ces travaux impressionnants, dans le port du Tréport ?](#)





[« On veut être facilitateurs » : la commune de Veules-les-Roses recherche un médecin généraliste](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Dieppe \(Seine-Maritime\)](#) [Petit-Caux \(Seine-Maritime\)](#)

Contenus sponsorisés

Ça se passe aussi à

Ça se passe aussi à

[Dieppe](#)



[On fait quoi ce week-end à Dieppe et dans le pays de Bray ?](#)





[Allez-vous fêter la Saint... « Vélotin », à Dieppe ce samedi 14 février ?](#)



[Flavie Flament en tournage à Dieppe fera revivre le Schmilblic : inscrivez-vous !](#)



[Au Tréport, c'est quoi le Port Center, ce nouvel espace immersif et pédagogique ?](#)



[Venez découvrir la nouvelle école de clown dieppoise, dans un cours public !](#)



[En Seine-Maritime, il œuvrait dans le trafic de tabac et d'alcool avant de tomber pour proxénétisme](#)

[Voir plus d'articles](#)

Juste pour vous

Bilan des Investissements Étrangers 2025 : La Normandie confirme sa puissance industrielle et sa capacité à créer des emplois - Normandinamik

Jacques-Olivier Gasly

5-6 minutes



Business France a publié ce 29 janvier le Bilan des Investissements Étrangers 2025. Avec 3 547 emplois créés ou maintenus grâce aux investissements étrangers en 2025, la Normandie enregistre un niveau historique d'emplois liés à l'attractivité internationale. Dans un contexte économique mondial plus contraint et après plusieurs années de forte dynamique, la région confirme la solidité de son modèle d'attractivité, fondé sur l'industrie, la production et l'ancrage territorial des activités.

Une attractivité plus sélective, mais nettement plus créatrice d'emplois

En 2025, 82 décisions d'investissement étrangères ont été recensées en Normandie. Si leur nombre est en retrait par rapport à l'année précédente, leur impact économique et social progresse fortement.

La Région affiche ainsi :

- 3 547 emplois créés ou maintenus

- Une hausse très significative des emplois par rapport à 2024 (2177),
- Une performance qui place la Normandie au-dessus de son poids économique national.

Avec 4,4 % des projets recensés à l'échelle nationale, la Normandie concentre 7,4 % des emplois associés, confirmant sa capacité à attirer des investissements à forte intensité en emplois. La Normandie confirme donc une attractivité fondée sur la qualité et la valeur des projets, plus que sur leur simple volume.

Une région résolument tournée vers la production et l'industrie et sur le haut du podium en matière de nombre d'emplois créés par projet

La structure des investissements étrangers en 2025 illustre clairement le positionnement industriel de la Normandie :

- 32 % des projets concernent des activités de production,
- Ces projets concentrent 76 % des emplois créés ou maintenus.

Ce profil distingue nettement la Normandie du reste du territoire national et confirme son rôle de terre d'accueil des sites industriels, des unités de production et des activités à forte valeur ajoutée.

A cet égard la Normandie se situe devant les autres Régions dans le classement du nombre d'emplois créé ou maintenu par projet d'implantation.

Ces décisions d'entreprises étrangères traduisent la capacité du territoire normand à accueillir des investissements structurants, durables et profondément ancrés dans l'économie locale.

Des filières industrielles stratégiques renforcées

Les investissements étrangers de 2025 contribuent au renforcement de filières clés pour l'économie régionale :

- Automobile,
- Agroalimentaire,
- Énergie et transition énergétique,
- Logistique et transport,
- Chimie, recyclage, services à l'industrie.

La Normandie capte notamment 10 % de l'emploi national lié aux projets automobiles et 8 % dans l'agroalimentaire, confirmant son

rôle central dans les chaînes de valeur industrielles françaises et européennes.

Une attractivité européenne, ancrée dans les chaînes de valeur

Plus de trois quarts des projets sont portés par des investisseurs européens, avec l'Allemagne comme premier pays investisseur en Normandie, suivie par la Belgique, les États-Unis, le Danemark et le Royaume-Uni.

Cette géographie des investissements reflète l'intégration profonde de la Normandie dans les grandes chaînes industrielles européennes, notamment dans l'automobile, l'énergie, la logistique et les industries de transformation.

La Normandie, région industrielle de transformation

Ces résultats s'inscrivent pleinement dans la stratégie régionale qui place l'industrie au cœur de la transformation économique. La Normandie capitalise sur ses atouts structurants : énergie décarbonée et compétitive, infrastructures portuaires et logistiques majeures, foncier industriel, compétences techniques et écosystèmes d'innovation.

Loin d'une attractivité opportuniste, la région affirme un modèle fondé sur la réindustrialisation, la montée en gamme de l'outil productif et la création d'emplois durables.

« Dans un contexte international marqué par les tensions géopolitiques, les enjeux de souveraineté industrielle et les transitions énergétiques, la Normandie a confirmé en 2025 sa capacité à attirer des investissements industriels de long terme, intensifs en emplois et déterminants pour son avenir économique, au bénéfice durable des territoires » s'est félicité Hervé Morin, président de la Région Normandie.

Source : Communiqué Région Normandie

Chapelle Darblay : en difficulté financière, le repreneur canadien Fibre Excellence menace de se retirer fin mars - ICI

5-6 minutes

Un rassemblement était organisé ce mercredi midi sur le site de la papèterie Chapelle Darblay à Grand-Couronne. © Radio France - Christine Wurtz

Diffusé le jeudi 12 février 2026 à 7:31

Publié le jeudi 12 février 2026 à 7:31

Le repreneur canadien Fibre Excellence menace de quitter la France, emportant avec lui l'espoir de rouvrir Chapelle Darblay à Grand-Couronne. Le groupe papetier, en difficulté face aux coûts de l'énergie et de la matière première, envisage de jeter l'éponge fin mars. La CGT en appelle à l'État.

Devant le bâtiment du comité d'entreprise de la papeterie de Grand-Couronne (Seine-Maritime), ce mercredi 11 février 2026, la CGT a sorti les drapeaux, la sono, invité les élus et battu le rappel auprès des anciens salariés. Depuis **la fermeture du site UPM en 2020**, que tout le monde appelle par son nom historique **Chapelle Darblay**, le projet de reprise a connu des péripéties, mais les planètes étaient alignées, rappelle **Cyril Briffault, le délégué CGT de l'usine**. *"Au mois de janvier devait être annoncée une bonne nouvelle : un redémarrage, une reprise, etc. Et finalement, on se retrouve le bec dans l'eau avec en plus de cela, deux boîtes qui ferment"*. Le propriétaire [Fibre Excellence](#) menace d'abandonner toutes ses activités papetières en France et de fermer les usines de Tarascon et Saint-Gaudens.

Les usines de Tarascon et Saint-Gaudens pourraient fermer. Le propriétaire **Fibre Excellence** menace d'abandonner toutes ses activités papetières en France.

Le groupe canadien en grande difficulté financière

"Fibre Excellence annonce des difficultés financières dues à la régulation de l'énergie et aux coûts de l'énergie dans le sud de la France et en même temps aux problèmes de régulation du bois. Tout cela, ce sont deux sujets qui normalement sont gérés par l'État, ça devrait être facile à régler. Sauf que ce n'est pas le cas, et comme ce n'est pas le cas, toutes les délégations des copains de la CGT et d'autres sont montées à Bercy pour voir quelles sont les possibilités, qu'est-ce qui se passe et pourquoi on en arrive à des extrémités comme ça", explique Cyril Briffault.

Des discussions sont en cours avec Bercy

La solution, c'est à l'État de la trouver, selon **Abdelkrim Marchiani, vice-président de la Métropole Rouen Normandie**, en charge de l'économie : *"Soit l'État prend ses responsabilités sur la problématique de réindustrialisation et d'investissement très concret pour que le sujet de la pâte à papier ne soit pas un sujet où on dépendra d'autres pays, donc c'est un vrai sujet de souveraineté aussi bien que d'écologie. Soit on continue à se regarder et à ne pas trancher, donc à chaque fois, les délais qui sont rajoutés ne permettent pas d'avancer. Et ça nous met en colère".*

Sur le site, rappelle Cyril Briffault, tout est prêt à redémarrer. *"Maintenant on attend".* Et le temps presse. Si aucune solution n'est trouvée d'ici la fin du mois de mars, **le groupe canadien jettera définitivement l'éponge**. Mille emplois seront supprimés en France et la réouverture de Chapelle Darblay un jour sera plus que compromise.

- [Grand-Couronne](#)
- [ICI Normandie \(Seine-Maritime - Eure\)](#)
- [Économie locale](#)
- [Industrie](#)
- [Emploi – Travail](#)

Tous les vendredis, recevez le meilleur de la semaine d'ICI Normandie (Seine-Maritime - Eure) : certifié 100% local !

Adresse e-mail (obligatoire)

Exemple : nom@email.com

En cliquant sur "S'abonner", j'accepte que les données recueillies par Radio France soient destinées à l'envoi par courrier électronique de contenus et d'informations relatifs aux

programmes.

Les épisodes de l'émission : L'info d'ici, ICI Normandie (Seine-Maritime - Eure)

[Passer la section](#)

À Rouen, le cirque Arlette Gruss possède sa propre école itinérante reconnue par l'Éducation nationale.

L'info d'ici, ici Normandie (Seine-Maritime - Eure)

Sur le même thème

[Passer la section](#)

- Elle est fermée depuis 4 ans : le sort de la papeterie Chapelle Darblay, dans la métropole rouennaise, est toujours incertain. L'Etat n'a toujours pas dit s'il accordait son prêt. La CGT ne comprend pas. Son délégué pour le site, est l'invité de ICI Normandie ce vendredi 30 mai.
- Ce sont trois acteurs principaux, emblématiques du combat pour sauver Chapelle Darblay : après l'annonce de l'engagement de l'Etat, Cyril Briffault, Julien Sénécal et Arnaud Dauxerre sont les invités de ICI Normandie ce lundi.
- Comme au Mans, des drones militaires vont-ils être construits à l'usine Renault de Cléon ? Si l'entreprise ne confirme rien, la CGT alerte ce mardi sur cette information.
- A l'usine Arlanxéo de Lillebonne, l'intersyndicale a signé le plan de sauvegarde de l'emploi pour les 163 salariés concernés. Les premiers licenciements sont prévus pour mars et le démantèlement de l'usine en fin d'année.

Zone industrielle du Havre. La nouvelle plateforme logistique bas carbone livrée à la fin 2026

Paris Normandie

4–5 minutes

Virtuo Industrial Property a lancé le chantier du V.Park Le Havre, une plateforme logistique écoresponsable de 23 000 m² attendue pour fin 2026 sur la zone industrielle portuaire.



La nouvelle plateforme logistique V.Park Le Havre est attendue pour fin 2026 sur la zone industrielle portuaire. - Visuel Virtuo Industrial Property



Publié: 12 Février 2026 à 12h38 Temps de lecture: 1 min

Le chantier de V.Park Le Havre, développé par Virtuo Industrial Property, a démarré. Cette [nouvelle plateforme logistique bas carbone](#) est située sur le parc logistique du pont de Normandie 2, au cœur du domaine [Haropa Port](#), sur la zone industrielle du

Havre. Un emplacement stratégique à proximité des terminaux à conteneurs, du terminal ferroviaire, de la Seine et des axes autoroutiers A29 et A131.

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

Bâtiment nouvelle génération

D'une surface totale de 23 000 m², ce bâtiment nouvelle génération va intégrer des panneaux photovoltaïques sur sa toiture, un système de récupération des eaux pluviales, un éclairage LED basse consommation, ainsi que des équipements favorisant la sobriété énergétique et la réduction de l'empreinte carbone. L'ambition est d'obtenir la certification BREEAM Excellent.

Pour accompagner sa croissance, l'acteur majeur de la distribution et de l'exportation pharmaceutique, DISTRIMEX, a déjà prévu d'occuper 16 000 m² au sein de V.Park Le Havre.

Avant sa livraison prévue au troisième trimestre 2026, le premier arbre de cette emprise foncière stratégique a été planté il y a quelques jours. Une plantation symbolique « *qui illustre la volonté des partenaires de concilier aménagement logistique, préservation de l'environnement et intégration paysagère, dès les premières phases du chantier* », indique Virtuo Industrial Property.

Lire aussi

[JO – Short-track. Le Havrais Quentin Fercog disqualifié en quarts de finale](#)

[Montivilliers : la piscine de la Belle Étoile fermée une semaine pour arrêt technique](#)

[Vivre en colocation solidaire pendant ses études : témoignage au Havre](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Le Havre](#)

Ça se passe aussi vers

Ça se passe aussi vers

[Le Havre](#)





[Élections municipales à Harfleur : Kévin Crochemore détaille son programme et sa liste](#)

**DISPARITION INQUIÉTANTE
DE PERSONNE MAJEURE**

Raphaël CASTRO

N'a plus donné de nouvelles depuis le 30 janvier 2026

SIGNALEMENT

TYPE : Métis
ÂGE : 19 ans
TAILLE : 1m72
CORPULENCE : Athlétique

CHEVEUX : Cours frisés noirs
YEUX : Marrons
TENUE VESTIMENTAIRE : Ignorée
SIGNE PARTICULIER : Circatrice sur un genoux jusqu'au milieu du tibia

**SI VOUS AVEZ DES INFORMATIONS
CONTACTEZ L'HOTEL DE POLICE DU HAVRE**

02 32 74 37 00

[Le Havre. Un appel à témoins après la disparition inquiétante d'un jeune homme de 19 ans](#)



[JO – Short-track. Le Havrais Quentin Fiercoq disqualifié en quarts de finale](#)





[Montivilliers : la piscine de la Belle Étoile fermée une semaine pour arrêt technique](#)



[Vivre en colocation solidaire pendant ses études : témoignage au Havre](#)



[Édouard Philippe dévoile sa liste, le phoque de retour au Havre, salon Aux Vignobles !... Le point actu à 20 h](#)

[Voir plus d'articles](#)

Juste pour vous

[Annonces légales](#)

[Consulter les annonces](#) [Publier une annonce](#)

Padel à Dieppe : un complexe de 2 100 m² va sortir de terre, avec six courts et une brasserie

Loïc Potier

6–8 minutes

Les amateurs de padel pourront bientôt rester à Dieppe. Avec Deep Padel, les frères Lefebvre projettent la construction de six courts couverts, une boutique spécialisée et une brasserie au cœur de la zone d'activités.



Le nouveau bâtiment sera en deux parties : l'une pour jouer au padel et l'autre qui sera une brasserie. - Vision d'architecte fourni par Deep Padel

[Consultez l'actualité en vidéo](#)



Publié: 12 Février 2026 à 12h15 Temps de lecture: 2 min

Voici quelques mois, un sondage avait été lancé sur les réseaux sociaux pour savoir si la pratique du padel était possible sur Dieppe. C'est le sport à la mode qui est une sorte de mixte entre le tennis et le squash, tout en sachant que cette discipline sportive est

une section de la fédération française de tennis. Un groupe de trois jeunes dieppois, dont deux frères Colin et Robinson Lefebvre ont pris le dossier à bras-le-corps et ils ont monté un projet en collaboration avec la société Sabot Prieur menuiserie, située sur la zone Louis-Delaporte, à Rouxmesnil-Bouteilles, près de Dieppe.

« Il y aura six terrains de padel et une brasserie »

Colin Lefebvre, Deep Padel

« Nous avons échafaudé le projet avec la menuiserie Sabot Prieur de construire un bâtiment de 2100 m² qui hébergera six courts couverts de padel avec les vestiaires et le coin toilettes, mais aussi une brasserie et une salle pour les séminaires pouvant accueillir 80 places. Elle disposera d'une terrasse couverte et la possibilité de mettre des tables en plein air quand il fera beau. Nous allons installer une petite boutique où il sera possible de se procurer l'équipement de base pour la pratique du padel avec un peu de vestimentaire, un choix de raquettes et les balles., » explique Colin Lefebvre.

« Le permis de construire a été déposé en mairie de Rouxmesnil et nous attendons le feu vert municipal pour le début des travaux, tout en sachant que nous sommes à la veille des élections. J'espère que tout sera terminé d'ici la fin de l'année 2026 et d'ouvrir le site qui s'appellera Deep Padel. »

Pas de centre près de Dieppe



Colin et Robinson Lefebvre espèrent l'ouverture du Deep padel pour la fin de l'année 2026 - Photo LP/Paris Normandie

Les deux frères âgés de 25 et 29 ans, bien qu'exerçant en ce

moment des activités professionnelles, totalement différentes de la restauration et de l'animation d'un complexe sportif, ont des références. *« Nos parents ont tenu des établissements de restauration dont Le bocal qui est situé face au lycée Ango et qui est tenu par un nouveau gérant. Nous avons souvent fait le service et c'est une activité qui nous plaît bien. Nous aimons aussi le padel que nous pratiquons régulièrement avec nos amis. Seulement, il n'existe aucun centre sur Dieppe et nous sommes obligés de nous rendre à Rouen, à Barentin ou à Saint-Quentin-Lamotte, près d'Eu. Il faut faire beaucoup de kilomètres et il y a une vraie demande sur Dieppe et la région dieppoise. »*

Location possible

Les deux frères ont découvert ce sport en vacances. *« Nous étions sur l'île de Malte avec des amis et nous sommes allés sur des courts de padel... en extérieur. Nous avons tout de suite adoré ce sport et le projet a germé dans nos têtes. Quand nous allons quelque part, on en profite pour visiter les centres de padel et voir leur fonctionnement. Sur place, nous proposerons la location des courts, mais aussi de l'équipement de base : raquettes et balle de tennis (NDLR : il s'agit de balle de tennis molle adaptée aux écoles de tennis) afin de permettre aux personnes de découvrir le padel. Il suffit d'avoir des tennis et une tenue de sport. Une fois que tout sera lancé, nous pourrons organiser des tournois afin de permettre aux pratiquants d'améliorer leur classement. »*

Un accord avec la société Sabot Prieur

Et pour quelle raison, le nouveau centre serait construit dans l'enceinte de la société Sabot Prieur. *« Nous avons des contacts avec la société qui souhaite aider le sport à Dieppe. Elle est partenaire dans de nombreuses associations sportives de Dieppe, comme le FC Dieppe pour ne citer que celle-ci. Nous sommes des Dieppois. Nous avons proposé notre projet avec le sérieux nécessaire à Stéphane Sabot et cela s'est bien passé. C'est une très belle opportunité. De plus la brasserie sera ouverte à tous. Il n'y a pas beaucoup d'endroits sur la zone d'activités où déjeuner le midi à proximité des entreprises. »* À terme des emplois seront créés pour la cuisine et le service.

Lire aussi





[Pourquoi ces travaux impressionnants, dans le port du Tréport ?](#)



[« On veut être facilitateurs » : la commune de Veules-les-Roses recherche un médecin généraliste](#)



[Région de Dieppe : pour quelles raisons les sirènes et les portables](#)

[vont sonner jeudi 12 février ?](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Rouxmesnil-Bouteilles \(Seine-Maritime\)](#)

Contenus sponsorisés

Ça se passe aussi à

Ça se passe aussi à

[Dieppe](#)



[On fait quoi ce week-end à Dieppe et dans le pays de Bray ?](#)



[Allez-vous fêter la Saint... « Vélotin », à Dieppe ce samedi 14 février ?](#)





[Flavie Flament en tournage à Dieppe fera revivre le Schmilblic : inscrivez-vous !](#)



[Au Tréport, c'est quoi le Port Center, ce nouvel espace immersif et pédagogique ?](#)



[Venez découvrir la nouvelle école de clown dieppoise, dans un cours public !](#)





[En Seine-Maritime, il œuvrait dans le trafic de tabac et d'alcool avant de tomber pour proxénétisme](#)

[Voir plus d'articles](#)

Juste pour vous

Yvetot. Travaux suspendus au District de football

Ghislain Annetta

3—4 minutes

Le [District de football de Seine-Maritime \(DFSM\)](#) s'installera-t-il un jour dans les bâtiments de la rue de la Gare à [Yvetot](#) ? Le projet d'aménagement de l'ancienne minoterie paraît bien dans le pétrin. Tout le matériel de chantier a été enlevé. Les bungalows ont été évacués. L'eau et l'électricité sont coupées. *"Les travaux sont interrompus",* confirme Jean-Claude Leroy, président du DFSM. *"Le district n'a pas la trésorerie pour les finir."*

"La Fédération française de football a dû nous avancer de l'argent"

L'instance représentante des clubs de foot départementaux estime la dépense totale à 1,9 million d'euros si elle tient *"à terminer les choses dans les règles de l'art"*, comme l'exprime son président. Ce dernier constate : *"Dans la situation actuelle, ce n'est pas envisageable. [S'il n'y avait pas eu le dossier du pôle technique de Jumièges en parallèle, cela pouvait passer. Mais là, c'est impossible.](#)"* Le District a bien 600 000 euros dans les caisses. Mais il s'agit d'un nantissement, une somme en caution qu'il ne peut pas débloquer. *"Je l'avais expliqué lors de l'assemblée générale. La [Fédération française de football](#) a dû nous avancer de l'argent. Même si nous ne sommes pas sous tutelle, la FFF contrôle toutes nos dépenses. Tous les mois, nous lui envoyons un compte rendu financier avec un prévisionnel",* décrit Jean-Claude Leroy. Car les priorités, *"c'est de pouvoir assurer la bonne tenue des compétitions"* et de payer les salariés.

Le feuilleton continue

C'est un nouvel épisode dans un feuilleton qui dure depuis 2022. Cette année-là, l'équipe dirigeante alors en place se positionne pour acheter le terrain. Le DFSM devient propriétaire d'une parcelle

d'environ 1 800m². L'emplacement est jugé très stratégique, situé juste en face de la troisième gare du département. Le projet consiste à rénover le bâtiment principal d'une emprise de 170m² au sol et de remplacer un préfabriqué en béton de 250m² par une construction neuve. S'ajoutent un bâtiment à usage d'entrepôt d'une surface d'environ 60m² et une ancienne minoterie pouvant faire l'objet *"d'une reconstruction partielle pour accueillir des bureaux ou des salles de réception"*. Sur le papier, c'est très alléchant. Outre les bureaux du District sont évoqués des salles de réunion, des espaces de coworking associatifs, des bureaux proposés à la location et même la [Maison des sports du Département](#). Dans les faits, près de quatre ans plus tard, rien n'est ouvert. Le chantier a été arrêté à l'été 2024 après un changement de majorité au sein de l'instance mais surtout une visite de l'inspection du travail. Le permis de démolir la minoterie a été obtenu le 3 décembre 2024. Les travaux ont repris en avril 2025. Ils sont à nouveau interrompus et pour une période indéterminée.

- **A lire aussi.** [Bolbec. "C'est un budget pour prévoir des tenues" : les clubs doivent s'adapter à la nouvelle règle des tenues correctes exigées](#)

Yvetot. Tribunal : l'avenir s'éclaircit après trois appels à projets infructueux

Le Courrier Cauchois

~3 minutes

Le sujet a été abordé en conseil municipal, mercredi 28 janvier, à l'initiative de Françoise Deniau, laquelle a demandé un éclairage *"par rapport à l'étude que vous commanditez avec les subventions Petites villes de demain pour le tribunal. Quel est votre objectif par rapport au tribunal ?"*

"Conserver le tribunal dans notre patrimoine"

Réponse de Virginie Blandin, première adjointe : *"Comme vous le savez, nous avons pris des délibérations pour la mise en vente avec cahier des charges, et les propositions ne nous ne convenaient pas. Comme nous nous y étions engagés, nous avons travaillé sur d'autres possibilités pour conserver le tribunal dans notre patrimoine".*

Un bail à réhabilitation

En effet, par trois fois, des appels à projets ont été lancés par la Ville pour la vente du tribunal. Les deux premières fois, la commission attractivité a émis des avis défavorables. Les projets n'ont pas été retenus. La troisième fois, aucun projet n'a été déposé. Cette nouvelle étape à laquelle fait allusion Françoise Deniau n'est pas neuve. Elle a été engagée à l'été 2025. *"Nous avons découvert l'association Néologis par l'intermédiaire du programme Petites villes de demain"*, nous explique Virginie Blandin. *"Elle travaille sur de l'habitat participatif et/ou social, dans des locaux différents, pour les préserver"*. L'adjointe l'affirme : *"On ne voulait pas démolir le tribunal. Néologis a présenté à la communauté de communes ce qu'ils étaient capables de faire"*. Une première visite s'est tenue en début d'été, sur le terrain, qui a mené à une autre visite pour étudier la faisabilité. *"Ce n'est pas un secret, c'était même dans le bilan annuel de l'ORT publié par*

Pascal Prokop, chef de projet Petites villes de demain". La Ville engage donc une étude de faisabilité, financée pour moitié par Petites ville de demain, pour que cette étude appartienne à la mairie. Il est question d'un projet avec des logements d'une part et une destination pour la grande salle d'autre part. "Le prochain conseil municipal élu pourra décider, ou non, de signer une convention entre la Ville et l'association pour un bail à réhabilitation qui permettra de garder la parcelle dans le patrimoine de la Ville et de récupérer un bâtiment réhabilité".

Contactée par nos soins, l'association Néologis n'a pas répondu dans nos délais de bouclage.

Près d'Elbeuf : de grands travaux annoncés sur cet axe majeur

5-6 minutes

À Saint-Pierre-lès-Elbeuf, le projet de refonte de la rue de Louviers, dans les tuyaux depuis quelques années, a refait parler de lui, dévoilant ses grandes lignes directrices.

Sur le même thème

[Circulation](#)

[Commerce](#)

[Travaux](#)

Article réservé aux abonnés



La rue de Louviers, à Saint-Pierre-lès-Elbeuf (Seine-Maritime), est un axe majeur de la commune qui devrait bientôt bénéficier d'importants aménagements. ©Emilien Jacques

Par [Emilien Jacques](#) Publié le 12 févr. 2026 à 21h34

À la fin de l'année 2025, les commerçants de la **rue de Louviers** découvraient dans leurs boîtes aux lettres un communiqué de la part de la municipalité de [Saint-Pierre-lès-Elbeuf \(Seine-Maritime\)](#) dévoilant son intention de **restructurer cet axe majeur** de la ville à partir de 2026. Mais quelles sont concrètement les **actions** qui

seront menées ? À quoi devrait ressembler la rue de Louviers à l'issue de ces **aménagements** ? Voici quelques éléments de réponses.

La rue de Louviers : « une priorité majeure »

Depuis l'église du Lierroult jusqu'à la rue de la République, à [Caudebec-lès-Elbeuf \(Seine-Maritime\)](#), la rue de Louviers est une des **routes les plus empruntées** de la commune de Saint-Pierre-lès-Elbeuf, et pourtant pas l'une des plus sûres. Les nombreuses voitures croisent difficilement les camions ou autres bus qui circulent sur cette **étroite chaussée** où les riverains stationnent parfois de manière aléatoire.

La municipalité a donc décidé il y a quelques années de se pencher sérieusement sur le cas de la rue de Louviers. « Au vu de son état et de ses usages, sa réfection, sa sécurisation, sa renaturation, et sa valorisation constituent une **priorité majeure** pour notre ville », peut-on lire sur le document transmis aux commerçants par les élus.

En 2023, après une sollicitation de la Ville, la Métropole de Rouen, compétente en matière de voirie et d'éclairage public, accordait une enveloppe de **1,45 million d'euros** pour « engager des études et lancer un marché de maîtrise d'œuvre ». Les élus Saint-Pierrais pouvaient dès lors se projeter sur les améliorations à apporter dans la rue de Louviers.

Sécurité et stationnement

Aujourd'hui, l'objectif principal des aménagements envisagés par la Ville semble être de **renforcer la sécurité**, autant pour les automobilistes que pour les piétons. En effet, « des îlots et zones de refuges pour faire **ralentir la circulation** » sont évoqués, de même que la « matérialisation des principaux carrefours en plateau surélevé », pour réduire la vitesse.

L'amélioration du **stationnement** est également dans le viseur de la Ville avec la volonté de garantir un nombre de places « reparti et suffisant », de même que la **végétalisation** des espaces est souhaitée, « quand la largeur de voirie et des trottoirs le permet ». Enfin, on note l'ambition de « **valoriser** » **les commerces** par des « aménagements en façade de rues », sans toutefois préciser la nature de ces aménagements.

Votre région, votre actu !

Recevez chaque jour les infos qui comptent pour vous.

[S'inscrire](#)

Des commerçants dans l'attente

À la réception de ces éléments récents, certains commerçants ne savent pas trop sur quel pied danser pour le moment. « Finalement, on n'est **pas vraiment au courant** de ce qu'ils vont faire », conclut Richard Trouplin, à la lecture du document qu'il a reçu dans sa boîte aux lettres.

Le charcutier de [l'établissement centenaire Au Cochon Doré](#), souhaite surtout une amélioration du stationnement, lui qui voit bien souvent ses clients se **garer en double file** pour entrer dans son commerce.

Dans la boulangerie L'Instant gourmand de Coline et Brandon, on s'interroge également. « À part casser la vitesse, je ne vois pas ce qu'ils peuvent faire de plus », songe le gérant, Brandon Bowen, qui admet être « **encore dans le flou** » concernant la nature exacte des travaux qui interviendront dans sa rue.

Si finalement peu d'informations ont été dévoilées sur ce qui va réellement se passer dans la rue de Louviers, la Ville informe tout de même que ces futurs travaux s'effectueront « par phases », en commençant par la partie haute de Saint-Pierre-lès-Elbeuf puis descendant vers Caudebec-lès-Elbeuf.

Néanmoins, aucun calendrier n'est encore établi, en dehors de **l'attribution du marché de maîtrise d'œuvre** qui devrait intervenir à partir de **janvier 2026**, a fait savoir la Métropole.

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).

Près de Rouen : un homme aurait essayé de pénétrer dans une école, les parents inquiets pour la sécurité

4–5 minutes

Le lundi 9 février 2026, des élèves ont dénoncé une intrusion, dans une école de Saint-Pierre-lès-Elbeuf. Une possibilité qui est prise au sérieux par des parents inquiets.

Sur le même thème

[Ecoles](#)

[Enfants](#)

Article réservé aux abonnés



Des élèves de l'école Jules-Verne de Saint-Pierre-lès-Elbeuf (Seine-Maritime) ont rapporté une intrusion, le lundi 9 février 2026. Depuis les parents s'inquiètent et la Ville réagit. ©Aurélien Delavaud

Par [Aurélien Delavaud](#) Publié le 12 févr. 2026 à 16h54

C'est un mail, envoyé par la mairie de [Saint-Pierre-lès-Elbeuf \(Seine-Maritime\)](#), qui a commencé à inquiéter de nombreux parents d'élèves. Dans ce texte envoyé aux familles, dans la soirée du lundi

9 février 2026, la Ville informe de « la **possible intrusion d'un individu** dans l'enceinte de l'[école Jules-Verne](#) », le midi même. Selon leur témoignage, ces deux jeunes élèves « auraient aperçu un individu qui les a salués et est parti de suite en courant ». L'intervention de la police municipale et de la police nationale n'a pas permis de prouver les faits, puisqu'aucun individu correspondant au signalement n'a été retrouvé près de l'école. Mais quelques jours après, l'inquiétude est encore bien présente.

« Choquée », « effrayée »...

« Franchement, j'ai été **choquée** quand j'ai appris ça, souffle Marie, à la sortie de l'école. J'essaye de rester calme, parce que rien n'est sûr, mais je suis obligée de ne pas être rassurée quand on voit ce qui arrive ailleurs ! » Melissa, maman d'un petit garçon scolarisé dans l'école, est effrayée par la situation : « Nous sommes fusionnels. Je suis terrorisée à l'idée que mon fils prenne un risque, j'ai très peur qu'il lui arrive quelque chose. »

Pour répondre à cette **inquiétude** partagée par d'autres parents, la Ville a pris des mesures, comme elle indique dans le mail envoyé « dans un souci de transparence » aux familles.

Un rappel sur les consignes de sécurité a été opéré auprès de l'ensemble des personnels enseignants et municipaux. Une surveillance particulière des abords de l'école est mise en place par la police municipale.

Interrogé sur d'éventuelles mesures préventives prises au sein de l'école, le **Rectorat** tempère, en pointant que « aucun témoignage ni élément concret ne vient corroborer ces faits ».

Un vrai problème de sécurité ?

L'avertissement a été lancé dès le lundi soir. Mais selon Melissa, il n'aurait pas été forcément pris au sérieux : « Le mardi, en venant chercher mon fils à la garderie, j'ai constaté un établissement avec des **barrières grandes ouvertes** ainsi que le bâtiment où mon fils est censé être gardé ! » Particulièrement mécontente, elle s'est émue de la situation, dans la foulée, auprès de la directrice de l'école.

Selon elle, cette situation qu'elle a déjà constaté plus tôt dans l'année scolaire pose la question de la **sécurité** de son fils à l'école : « Doit-on nous-même assurer la sécurité de nos lieux d'éducation ? C'est assez frustrant dans l'ensemble, car on ne peut pas rejeter

la faute sur n'importe qui... Il y a beaucoup de choses à prendre en compte, mais le résultat est le même, l'insécurité de l'école et donc de nos enfants. »

Votre région, votre actu !

Recevez chaque jour les infos qui comptent pour vous.

[S'inscrire](#)

J'ai l'intention de le garder à la maison jeudi et vendredi afin de savoir si la mairie me convoque et en fonction j'aviserais. Un changement d'établissement n'est pas écarté en fonction des réponses et solutions apportées.

Pour le moment, l'inquiétude semble surtout cantonnée à l'extérieur de l'école, où les parents parlent et où la surveillance a été renforcée, selon la Ville. À l'intérieur de l'école, en tout cas, la vie semble suivre son cours normalement.

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).

Recensement 2026 : à Neufchâtel-en-Bray, c'est La Poste qui s'en occupe et ça rassure les riverains - ICI

Lila Lefebvre

5-6 minutes

Claire Gilles, factrice à Neufchâtel-en-Bray en train de procéder au recensement de Sarah, riveraine. © Radio France - Lila Lefebvre

Diffusé le jeudi 12 février 2026 à 6:31

Publié le jeudi 12 février 2026 à 6:31

Le recensement de l'Insee a commencé le 15 janvier dernier et se termine le 14 février pour les communes de moins de 10.000 habitants. À Neufchâtel-en-Bray (Seine-Maritime), pour la première fois, les agents de La Poste s'en occupent.

"Ils connaissent notre visage et ça les rassure." La campagne de recensement 2026 de l'Insee se déroule du 15 janvier au 14 février dans les communes de moins de 10.000 habitants ; jusqu'au 21 février pour celles de plus de 10.000 habitants. 7.000 communes sont concernées en France dont Neufchatel-en-Bray, en Seine-Maritime, où pour la première fois, ce sont les facteurs qui organisent le recensement. Depuis 2024, les mairies peuvent faire appel à des prestataires extérieurs pour le recensement. Cette année, 254 ont choisi des facteurs pour le faire. À Neufchâtel, onze potiers se sont portés volontaires.

Claire Gilles n'a pas besoin de GPS, elle connaît les adresses par coeur. Depuis le 15 janvier, la factrice a troqué le camion de distribution pour des chaussures de rando et un porte-document, à la rencontre des 5.000 habitants de Neufchâtel : *"On a d'abord commencé par faire une tournée de reconnaissance pour savoir s'il y avait des logements qui n'allaient pas pouvoir être recensés, comme justement le logement qui est à côté de nous, qui est abandonné."*

Les facteurs-recenseurs plébicités

Les autres logements ont été listés et des courriers envoyés dans les boîtes aux lettres. Il est bien sûr possible de remplir ce questionnaire directement sur internet. Mais beaucoup de riverains, notamment âgés, ont préféré attendre les facteurs recenseurs : *"Les anciens ont reçu leur notice pour la déclaration en ligne, mais certains avaient peur des arnaques et bien sûr d'autres n'étaient pas à l'aise sur le numérique."*

"Ça permet de répondre à leurs questions, poursuit Claire. Certains nous demandent par exemple si c'est en lien avec les impôts, on leur répond que non, ce sont simplement des données statistiques qui servent à avoir un portrait général de la population."

On passe plus de temps avec nos riverains

Pour la factrice, c'était aussi un plaisir : *"d'habitude on s'arrête à la boîte aux lettres, là on est rentré chez les gens. Pour eux, c'était un plaisir de nous recevoir : le petit café, la petite madeleine et on a pu discuter avec eux, ça se passe très très bien. Ils nous reconnaissent dans la rue maintenant et on se dit bonjour"*. Depuis le 15 janvier, **déjà 96 % des habitants de Neufchâtel ont été recensés.**

- [Neufchâtel-en-Bray](#)
- [ICI Normandie \(Seine-Maritime - Eure\)](#)
- [Collectivités locales](#)
- [Démographie](#)
- [Mairie – Municipalité](#)
- [Insee](#)

Tous les vendredis, recevez le meilleur de la semaine d'ICI Normandie (Seine-Maritime - Eure) : certifié 100% local !

Adresse e-mail (obligatoire)

Exemple : nom@email.com

En cliquant sur "S'abonner", j'accepte que les données recueillies par Radio France soient destinées à l'envoi par courrier électronique de contenus et d'informations relatifs aux programmes.

Les épisodes de l'émission : L'info d'ici, ICI Normandie (Seine-Maritime - Eure)

[Passer la section](#)

À Rouen, le cirque Arlette Gruss possède sa propre école itinérante reconnue par l'Éducation nationale.

L'info d'ici, ici Normandie (Seine-Maritime - Eure)

Sur le même thème

[Passer la section](#)

- La moitié des habitants de la Seine-Maritime ne sont pas satisfaits de l'offre de soins autour de chez eux. Dans l'Eure, c'est 70% des habitants, d'après la consultation citoyenne avec l'institut de sondage Odoxa, le deuxième volet de ces consultations à quelques mois des municipales de mars 2026.
- Ce jeudi 3 avril, tous les acteurs du tourisme se sont réunis à Yvetot, lors du Forum de l'Attractivité touristique, organisé par Seine-Maritime Attractivité. Un événement qui marque le commencement de la saison touristique 2025.
- S'attaquer à la délinquance sur l'ensemble du département : c'est le principe du plan d'action départemental de restauration de la sécurité du quotidien, présenté fin février à Elbeuf (Seine-Maritime). Le général Éric Delain nous le dévoile ce mercredi sur "ici Normandie".
- Le propriétaire des bâtiments de Bolloré Logistics et Blue Solution a jusqu'à ce mercredi 10 septembre pour apporter à la préfecture de la Seine-Maritime la preuve qu'il va bien terminer de déblayer le terrain où près de 900 tonnes de batteries ont brûlé en janvier 2023.

TÉMOIGNAGE. Depuis 30 ans, dès qu'il pleut, Marc subit des inondations sur son terrain : "On reçoit toute la boue des champs"

Écrit par Claire Schaffner

3-4 minutes

Publié le 13/02/2026 à 06h45

Temps de lecture : 2 min

Après chaque averse, il a les pieds dans l'eau. Depuis 30 ans, Marc Lefebvre observe son terrain d'Octeville-sur-Mer, près du Havre (Seine-Maritime), être régulièrement inondé. Mare colmatée, mise en cultures de champ voisin... Les causes sont multiples et les solutions tardent à arriver.

L'actu des régions

Chaque jour, un tour d'horizon des principales infos de toutes les régions.

France Télévisions utilise votre adresse e-mail afin de vous envoyer la newsletter "L'actu des régions". Vous pouvez vous désinscrire à tout moment via le lien en bas de cette newsletter.

[Notre politique de confidentialité](#)

Marc Lefebvre branche une pompe pour évacuer l'eau dans une ancienne mare en face de chez lui, seule solution à sa portée pour lutter contre les inondations sur son terrain d'Octeville-sur-Mer.

Il y a plusieurs années, l'installation d'un pylône électrique de l'autre côté de la route a entraîné le colmatage d'un puisard. S'ajoute à cela des ruissellements qui viennent des champs voisins. Résultat : après chaque pluie importante, le jardin de cet Octevillais est sous l'eau et plein de boue.

"Autour du lotissement, avant, il y avait des champs en herbe.

Maintenant, à l'heure actuelle, ils les cultivent et ils ont retiré ce qui séparait les champs, les raies, explique-t-il. Ça guidait l'eau et ça

allait dans une autre mare au milieu des champs. Ça a été rebouché également. Donc, on reçoit toute la boue."

Les premières victimes de ces inondations : ses animaux. *"La semaine dernière, mon poulailler était limite dans l'eau",* explique-t-il. Et il retrouve régulièrement des poules noyées.

Après de fortes pluies, l'eau ruisselle également sur la route voisine, rendant la circulation difficile.

[À Octeville-sur-Mer, l'eau de ruissellement des champs inonde la route. • © France TV](#)

Marc Lefebvre alerte sur cette situation depuis plus de 30 ans mais aucune solution concrète n'a encore été mise en place. *"Mon souhait ce serait que la mairie fasse quelque chose conjointement avec la communauté urbaine afin de pouvoir créer un bassin",* explique-t-il.

De son côté, la communauté urbaine (CU) indique être compétente pour gérer les problématiques du pluvial en milieu rural.

Dans un communiqué, elle précise avoir *"proposé une série d'aménagements d'hydraulique douce pour protéger le hameau et en particulier l'habitation et le jardin de M. Lefebvre. Toutefois, à ce stade, les contacts engagés avec les agriculteurs n'ont pas abouti à la réalisation des aménagements car ils refusent d'autoriser leur réalisation."*

Une nouvelle réunion doit avoir lieu prochainement entre la CU, les services techniques de la Ville et les agriculteurs pour faire avancer le dossier.

Le drapeau israélien sur la façade de l'hôtel de Ville de Rouen vandalisé pour la troisième fois : la mairie va déposer plainte

Écrit par Maeva Dumas

~2 minutes

Exposée sur la façade de l'hôtel de Ville de Rouen et promouvant la paix, une banderole représentant les drapeaux israélien et palestinien a été détériorée par un individu, vendredi 6 février 2026. La municipalité prévoit de porter plainte.

L'actu des régions

Chaque jour, un tour d'horizon des principales infos de toutes les régions.

France Télévisions utilise votre adresse e-mail afin de vous envoyer la newsletter "L'actu des régions". Vous pouvez vous désinscrire à tout moment via le lien en bas de cette newsletter.

[Notre politique de confidentialité](#)

Voulue comme un message de paix entre Israël et l'État de Palestine et affichée depuis 2023, la banderole exposée sur le balcon de la façade de la mairie de Rouen a été dégradée, vendredi 6 février 2026.

Un individu s'est "*introduit dans le bâtiment en fin d'après-midi avant de se rendre à l'étage et de lacérer à plusieurs reprises le drapeau israélien affiché sur la banderole*", souligne la mairie.

Il était exposé sur la bannière aux côtés d'une colombe tenant une branche d'olivier et du drapeau palestinien avec l'inscription "*Paix*".

Ce n'est pas la première fois que l'installation est sujette à des détériorations : le drapeau israélien avait déjà été délabré à deux reprises par le passé, [comme en octobre 2025 où de la peinture avait été déversée dessus](#).

La Ville de Rouen a annoncé vouloir porter plainte et une nouvelle

banderole identique devrait être affichée prochainement.

Goderville. Câble défectueux, votes non comptabilisés et élus furieux : le conseil communautaire tourne court

Valentin Carpentier

~3 minutes

Le conseil communautaire de Campagne de Caux a tourné court ce jeudi 12 février. En cause, les nombreux problèmes techniques qui ont eu raison de la patience d'une grande partie des élus présents.

Faux départ

Dès le début, la technologie n'était pas de leur côté. Avant même que la séance ne commence, impossible d'afficher les délibérations à l'écran. En cause, un câble HDMI capricieux. *"J'espère que vous avez les délibérations sur papier"*, lançait Serge Girard, président de la communauté de communes Campagnes de Caux aux élus. Pour résoudre ce premier incident et permettre de commencer le conseil, c'est Frédéric Carlière, vice-président de l'intercommunalité qui est allé chercher un nouveau câble. Au final, la séance a commencé avec 30 minutes de retard.

L'écran réparé, les premières délibérations et prises de parole s'enchaînaient, non sans mal, jusqu'à atteindre la neuvième.

"C'est le carnaval"

C'est alors que Claire Guérout, élue communautaire et maire d'Ecainville, remarquait un nouveau problème sur l'écran : *"Pourquoi est-il marqué qu'il y a 31 votants alors que nous sommes 42 ?"* Panique du côté de Raphaël Legendre, directeur général des services (DGS) à Campagne de Caux. *"On regarde ce qu'il se passe"*, détaillait le DGS les yeux rivés sur son écran d'ordinateur. Les élus de la communauté de communes commençaient à s'agiter. *"On va devoir tout revoter ?"*, demandait la maire d'Ecainville. *"On en est où des votes ?"*, renchérissait André-Pierre

Blondel, maire de Bretteville-du-Grand-Caux. La tension montait parmi les élus, certains commençant à se demander s'ils n'allaient pas quitter directement la séance. "*C'est le carnaval*", s'énervait l'édile de Bretteville-du-Grand-Caux. *Il y a toujours un problème, toujours quelque chose qui ne marche pas, c'est une honte.*" Après de longues minutes, Raphaël Legendre prenait la parole : "*Après avoir vérifié, le système n'a pas pris en compte les votes par procuration*", expliquait-il devant une assistance médusée. Le président proposait alors de revoter les délibérations passées à main levée. Ce qui n'était pas au goût des élus.

C'est alors, qu'André-Pierre Blondel se levait, rangeait ses affaires et enfilait son manteau : "*Je m'en vais, c'est n'importe quoi.*" Il était alors suivi par une grande majorité de ses collègues, assez pour annuler la séance car le quorum n'était plus atteint.

A 19 h 42, tout le monde est parti. La séance avait commencé à 19 heures.

À Bolbec, un dernier conseil municipal sous tension avant les élections

Coline Poiret-Mellier

5–6 minutes

Réuni mercredi 11 février 2026, le conseil municipal de Bolbec a adopté le budget 2026 dans un climat tendu, marqué par les premières passes d'armes de la campagne des municipales.



Réuni mercredi 11 février 2026, le conseil municipal de Bolbec a adopté le budget 2026 dans un climat tendu, marqué par les premières passes d'armes de la campagne des municipales. -

Photo Coline Poiret-Mellier



Publié: 12 Février 2026 à 18h41 Temps de lecture: 1 min

L'ambiance était électrique dans la salle du conseil municipal de la mairie de Bolbec, mercredi 11 février 2026. Ce dernier conseil du mandat était aussi le dernier pour plusieurs élus qui ne se représentent pas.

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

Parmi eux, Dominique Métot. Après 31 ans d'engagement dans la vie politique locale, dont douze comme maire entre 2008 et 2020, il participait à sa dernière séance. Il poursuivra son action en tant que conseiller départemental. Un clap de fin... Avant la bataille des urnes.

Fiscalité et dette au cœur du débat

Dès la première délibération, le report de 1,9 million d'euros d'excédent en fonctionnement, Nicolas Merlier, conseiller d'opposition (liste RN « L'avenir pour Bolbec » en 2020), annonce la couleur. Avec Marina Roussel, il vote contre, dénonçant « *une politique municipale qui conduit au déclassement de la ville* ».

Christophe Doré réplique : « *Avoir presque 2 millions d'euros d'excédent dans la conjoncture actuelle et le contexte national que l'on connaît...* » Il défend les 227 000 € de prestations extérieures, rappelant que 195 000 € concernent la délégation de service public pour la petite enfance. Le reste ? « *Élimination des résidus, capture de pigeons, frelons asiatiques, dératisation...* »

Lecture de notes à l'appui, Nicolas Merlier attaque le bilan : « *Depuis votre accession, la pression fiscale de la Ville a augmenté de 7,3 %, les dépenses de personnel de 11 %.* » Il relaie la promesse du candidat RN Douglas Potier : baisser les taux d'imposition à mesure que les bases fiscales augmenteront. « *Nous avons baissé les taux de 1,3 % en six ans*, répond le maire. *Nous aurions aimé faire davantage, mais il y a eu des crises, il faut être responsable.* »

Les chantiers majeurs en 2026

Présenté par l'adjoint aux finances François Bombereau, le budget 2026 s'élève à 18,8 millions d'euros en fonctionnement et 8 millions en investissement. Un « *budget de reconduction* » pour la majorité, « *de renoncement et de déclin* » pour l'opposition. L'exécutif souligne par ailleurs que la dette est passée de 10 à 7 millions d'euros en six ans.

Côté investissements, les principaux chantiers concerneront la restructuration de l'école Claude-Chapelle (820 000 €) et la friche de la fonderie du Val Ricard (400 000 €).

Une subvention de 1 148 000 € a également été votée pour le

CCAS de Bolbec, chargé notamment de la gestion du centre municipal de santé. *« Avec ce budget, nous anticipons l'arrivée potentielle de nouveaux médecins. Plusieurs praticiens intéressés viennent tester la structure et nous espérons en recruter dans l'année à venir »*, assure Christophe Doré.

Lire aussi



[À Yvetot, le garage solidaire La Bicyclerie vend des vélos à -50 % sur une demi-journée](#)



[À Bolbec, les résidents de l'IMS montent sur scène et révèlent leurs talents](#)





[On fait quoi ce week-end dans le pays de Caux ?](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Bolbec \(Seine-Maritime\)](#)

Contenus sponsorisés

Ça se passe aussi à

Ça se passe aussi à

[Bolbec](#)



[À Bolbec, un dernier conseil municipal sous tension avant les élections](#)





[À Yvetot, le garage solidaire La Bicyclerie vend des vélos à -50 % sur une demi-journée](#)

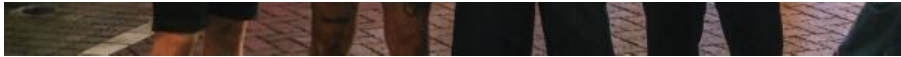


[À Bolbec, les résidents de l'IMS montent sur scène et révèlent leurs talents](#)



[Saint-Jean-de-Folleville : Sylvain Deltour veut « construire demain » aux municipales 2026](#)





[On fait quoi ce week-end dans le pays de Caux ?](#)



Video

[Stage d'observation : des collégiens en totale immersion avec les gendarmes d'Yvetot](#)

[Voir plus d'articles](#)

Juste pour vous

Malfaçons de l'espace Marc Sangnier : la Ville de Mont-Saint-Aignan fait condamner le constructeur

Jérémy Chatet

5-6 minutes

La société Grand Ouest Construction responsable de malfaçons dans le début du chantier de l'espace Sangnier en 2013 a été condamnée à verser une importante indemnité à la commune de Mont-Saint-Aignan.



Publié: 12 Février 2026 à 17h26 Temps de lecture: 2 min

Le feuilleton de la [restructuration](#) de l'espace culturel Marc Sangnier à Mont-Saint-Aignan se poursuit devant la justice.

Entamé en 2013, ce chantier émaillé d'incidents s'était [achevé en 2019](#), avec un coût total de 17 millions d'euros dont 9,5 pour la Ville.

Cause des premiers maux : la faillite en 2014, un an après l'attribution du marché de gros œuvre, de la société Grand Ouest Construction. Lors de [la reprise des travaux](#) par une nouvelle entreprise, des malfaçons avaient été constatées sur les premières fondations. Conséquence, il avait fallu tout détruire et reconstruire, faisant exploser le budget initial et les délais de livraison.

Responsabilité de Grand Ouest Construction

Par une requête enregistrée le 13 décembre 2024, auprès du tribunal administratif, la commune de Mont-Saint-Aignan s'est retournée contre la société Grand Ouest Construction réclamant condamnation et réparation financière. Dans sa décision du 30 janvier 2026, le tribunal a donné raison à la commune. « *Aucun des ouvrages de gros œuvre n'a fait l'objet d'une réception pure et*

simple. La commune de Mont-Saint-Aignan est dès lors recevable à solliciter du tribunal l'engagement de la responsabilité contractuelle de la société Grand Ouest Construction en vue de la réparation des préjudices subis du fait des malfaçons et retards dans l'exécution du marché en litige », est-il précisé dans le jugement.

Près de 2 millions d'euros

Des malfaçons qui ont été relevées via un rapport d'expertise. Entre autres, *« dans la réalisation d'un mur d'infrastructure, au droit du hall d'accueil, dont certains blocs à bancher ne sont pas remplis de béton et d'autres se superposent mal, et de certains poteaux et linteaux, souffrant d'un défaut d'armature en appui et d'une friabilité de leur béton [...] Il a enfin constaté des malfaçons, pour la grande salle, dans la réalisation des fondations, dont le gros béton sous les semelles de la salle ne sont pas partout assises sur le bon niveau de sol ».*

D'après le tribunal, *« les surcoûts exposés par la commune doivent dès lors être regardés comme étant en lien direct avec les fautes commises par la société Grand Ouest Construction. La commune est ainsi fondée à en être indemnisée ».* Celui-ci a estimé le montant de l'indemnisation à 2 055 849 euros TTC, somme à laquelle il faut déduire 70 000€ déjà versées à la commune par la Banque du bâtiment, caution solidaire de la société incriminée.

Lire aussi



[Mesnil-Raoul : les travaux de remise en état de la RD 294 s'achèveront en mars](#)





[Au Rouvray, les syndicats se mobilisent au chevet de la pédopsychiatrie](#)



[Football – National : après neuf mois de disette, QRM retrouve enfin la victoire à Diochon !](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Justice Mont-Saint-Aignan \(Seine-Maritime\)](#)

Contenus sponsorisés

Ça se passe aussi à

Ça se passe aussi à

[Rouen](#)





Cinq communes au nord de Rouen totalement ou partiellement privées d'eau potable



À Sotteville-lès-Rouen, la résidence Bloch manque d'électricité depuis près de deux ans



Saint-Valentin : Rouen est-elle vraiment la ville la plus romantique de France ?





[Mesnil-Raoul : les travaux de remise en état de la RD 294 s'achèveront en mars](#)



[Au Rouvray, les syndicats se mobilisent au chevet de la pédopsychiatrie](#)



[Football – National : après neuf mois de disette, QRM retrouve enfin la victoire à Diochon !](#)

[Voir plus d'articles](#)

Juste pour vous

À Canteleu, les agents municipaux réclament plus d'effectifs et de respect

Sylvain Auffret

5-6 minutes

Une cinquantaine d'agents municipaux de Canteleu ont manifesté à l'appel de la CGT, jeudi matin 12 février 2026. Ils dénoncent la dégradation des conditions de travail et réclament plus d'effectifs.



Les agents ont manifesté le 12 février 2026 sous la pluie aux abords de la salle Res Publica où devait se tenir le repas des anciens. - PN



Publié: 12 Février 2026 à 16h01 Temps de lecture: 1 min

Une cinquantaine d'agents municipaux (la municipalité en compte près de 300) ont manifesté devant la salle Res Publica à [Canteleu](#) jeudi 12 février, alors que devait s'y tenir le repas des anciens à midi. Le mouvement de grève, dont le préavis a été déposé par la CGT le 5 février, court jusqu'au 28.

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

« *Aujourd'hui beaucoup de choses vont mal !* », dénonce Sylvain Humbert, secrétaire général de la Territoriale de Canteleu : manque de personnel, fatigue, stress, perte de sens, manque de communication interne et de reconnaissance. Selon lui, il y aurait l'équivalent de 10 % du personnel en arrêt de travail quotidiennement, certains services comme l'intendance générale ou les écoles étant plus particulièrement touchés. Les manifestants réclament donc la titularisation des agents en CDD, une meilleure écoute et communication interne et une reconnaissance concrète du travail accompli.

Sous-effectif et management problématique

C'est la non-reconduction du contrat d'un cadre A du CCAS il y a deux semaines, suite à l'envoi trop tardif d'un dossier, qui a été la goutte d'eau pour le syndicaliste : « *d'autres font aussi des erreurs et ne sont pas sanctionnés pour autant* ». Car derrière les revendications sur les effectifs, le management est aussi pointé du doigt, notamment celui de certains au sein de la direction générale dénoncé comme erratique, relevant du copinage et de l'autoritarisme colérique. « *Il y a énormément de manque de respect, il y a des agents qui sont en dépression à cause de ça* », raconte un manifestant. « *Il y a une volonté d'écarter les agents qui dérangent* », ajoute Sylvain Humbert qui pointe l'augmentation du nombre de procédures disciplinaires contre des agents encartés à la CGT.

« Pas de problèmes avec les élus »

La CGT réclame donc que le directeur général adjoint ne manage plus directement les agents, que les CDD soient titularisés et souhaite revoir le système de mobilité obligatoire tous les 3 ans du personnel des écoles de la ville, lequel entraînerait de l'incertitude, du stress, voire des dépressions et des arrêts maladie, compliquant la tâche des restants et celle des parents. Un système qui amenuiserait les liens avec le personnel enseignant, pourtant indispensable. Selon Sylvain Humbert, qui précise bien qu'« *il n'y a pas de souci avec monsieur le maire et les élus* », les négociations sont en cours. Contactée, la municipalité n'a pas répondu.

Lire aussi





[Mesnil-Raoul : les travaux de remise en état de la RD 294 s'achèveront en mars](#)



[Au Rouvray, les syndicats se mobilisent au chevet de la pédopsychiatrie](#)



[Football – National : après neuf mois de disette, QRM retrouve enfin la victoire à Diochon !](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

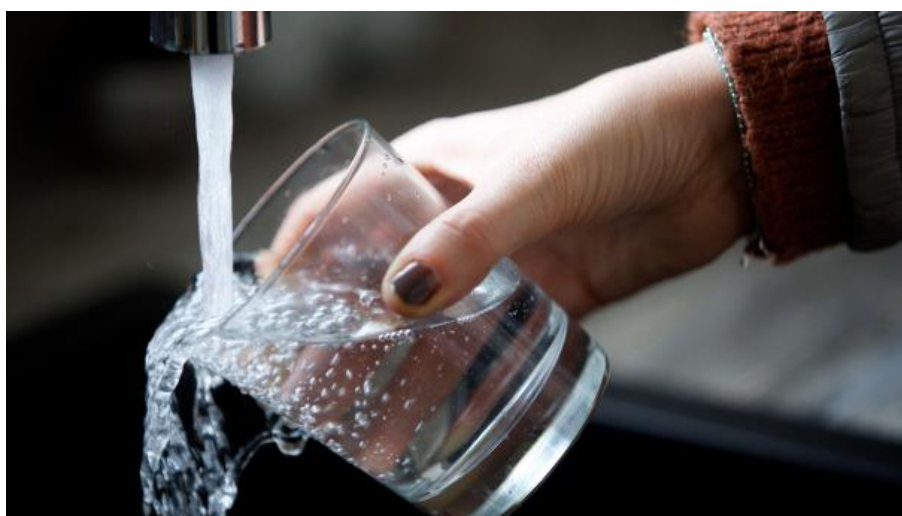
[Canteleu \(Seine-Maritime\)](#)

Contenus sponsorisés

Ça se passe aussi à

Ça se passe aussi à

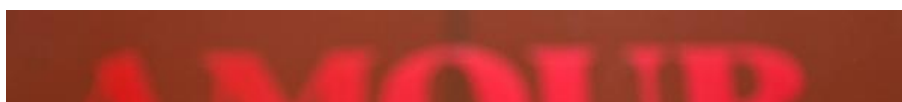
[Rouen](#)



[Cinq communes au nord de Rouen totalement ou partiellement privées d'eau potable](#)



[À Sotteville-lès-Rouen, la résidence Bloch manque d'électricité depuis près de deux ans](#)





[Saint-Valentin : Rouen est-elle vraiment la ville la plus romantique de France ?](#)



[Mesnil-Raoul : les travaux de remise en état de la RD 294 s'achèveront en mars](#)



[Au Rouvray, les syndicats se mobilisent au chevet de la pédopsychiatrie](#)





[Football – National : après neuf mois de disette, QRM retrouve enfin la victoire à Diochon !](#)

[Voir plus d'articles](#)

Juste pour vous

« Des investissements colossaux pour l'avenir » à Dieppe en 2026

7-8 minutes

En prévision du vote du budget de la Ville, le conseil municipal de Dieppe a délibéré sur les orientations budgétaires pour 2026. Les élus ont listé les grands projets à venir.

Sur le même thème

[Dieppe-Maritime](#)

[Logement](#)

[Travaux](#)

Article réservé aux abonnés



De gros projets sont envisagés à Dieppe (Seine-Maritime) pour cette année 2026. ©Les Informations dieppoises

Par [Maxime Cartier](#) Publié le 12 févr. 2026 à 19h34

« Le menu est copieux et ceci, dès la première année de la nouvelle mandature », annonce François Garraud, le premier adjoint à [Dieppe \(Seine-Maritime\)](#). Jeudi 5 février 2026, les élus se sont réunis pour aborder les **orientations budgétaires** qui vont définir l'année 2026.

Sébastien Jumel, conseiller municipal, a indiqué que « nous nous

apprêtons à réaliser des **investissements colossaux** pour l'avenir ». Malgré cela, le maire, Nicolas Langlois, a affirmé qu'il n'y aura pas d'augmentation des taux de fiscalité.

Ces orientations ont fait réagir André Gautier, de l'opposition. S'il pointe du doigt « l'auto-satisfaction affichée, qui n'a pas pu être faite de façon ostentatoire lors des vœux, le rapport d'orientations budgétaires a une couleur : s'engager pour les Dieppois, on n'en attendait pas moins ». Éducation, environnement, logement, voici ce qu'il faut retenir du débat.

Éducation

En plus des actions déjà menées pour les enfants, les enveloppes budgétaires consacrées au projet éducatif local seront renforcées, tout comme le programme de réussite éducative.

Le budget prévu pour les fournitures scolaires gratuites sera augmenté face à la hausse des prix des articles de papeterie.

Les aides municipales pour les familles qui ne perçoivent pas d'Allocation de rentrée scolaire de la Caf seront élargies.

Il y aura des travaux à l'école maternelle Langevin-Michel avec le remplacement de menuiseries pour environ 264 000 €.

Enfin, pour permettre aux enfants de continuer à pratiquer des activités physiques et culturelles, le dispositif Coup de pouce loisirs sera renforcé.

Environnement

Des composteurs collectifs pour les déchets organiques seront installés en début d'année avec l'Agglomération Dieppe-Maritime. Le déploiement des points d'apports volontaires aériens va également se poursuivre.

Votre région, votre actu !

Recevez chaque jour les infos qui comptent pour vous.

[S'inscrire](#)

Les corbeilles de tri vont être changées dans tous les quartiers. Une première phase est prévue pour 110 000 €.

Le remplacement des éclairages en Led va se poursuivre pour l'éclairage public et les bâtiments municipaux, soit une enveloppe de 324 000 €.

Logement

« On maintient notre mobilisation des friches pour construire la ville de demain », lance le maire. Les friches Abraham et Gondrand-Villiers vont être dépolluées et accueillir des logements.

Un gros projet de rénovation urbaine équivalent à ce qui a été mené à Neuville est prévu dans le quartier de Janval.

D'autres projets comme la Biomarine, la rénovation des immeubles de la Ferme des Hospices et des Bruyères, sans oublier les logements de la rue Fromager, vont voir le jour.

Le grand projet autour du Val-d'Arquet va aussi démarrer. Enfin, l'opération programmée de l'amélioration de l'habitat va se poursuivre pour rénover le cœur de ville.

Mobilité

Un aménagement du quai Henri-IV et du quai du Hâble est prévu pour faciliter la cohabitation des usagers. Cela représente un coût de 399 000 €, avec une piste cyclable, la création d'une zone 30, la création d'un parcours touristique pour les piétons...

Les études pour piétonniser les rues de la Barre et des Bains seront menées cette année pour définir une zone de commerce apaisée.

Des travaux de mise en accessibilité des trottoirs et équipements seront réalisés. Une réflexion sera aussi faite sur le déploiement de bancs et espaces de repos pour les personnes handicapées.

Enfin, le projet de pôle d'échanges multimodal à la gare pour un montant inférieur à 4 millions d'euros devrait démarrer.

Santé

Un accompagnement est prévu pour construire le bâtiment du centre de santé intercommunal à proximité de l'hôpital. De même pour l'unité de soins longue durée de la résidence du Château, ex-Château-Michel.

Sécurité

La police municipale de proximité sera renforcée, notamment l'été avec des assistants temporaires. La vidéoprotection commencera à être renforcée : 1,8 million d'euros est inscrit dans le budget.

« La location aurait été plus judicieuse pour des équipements qui

évoluent très vite », déplore André Gautier.

Travaux

Plus d'un million d'euros sera alloué à la réfection de voiries. Des travaux seront prévus au temple protestant rue de la Barre et dans les églises Saint-Jacques et Saint-Rémy, soit environ 257 000 €.

Le parking de la Rotonde fera l'objet de travaux. Il ne faut pas oublier le parking souterrain de la plage qui permettra de retrouver 200 places de stationnement jusqu'alors inutilisées. Une phase d'études de 144 000 € va être lancée.

Près de 130 000 € seront consacrés au front de mer avec des interventions sur le pont-promenade, une protection renforcée des cabines de plage.

Il y aura aussi une réflexion sur les commerces saisonniers.

Associations, sports et culture

Des études et travaux de réaménagement de l'accueil et la mise en accessibilité sont prévus pour la maison des associations, soit une enveloppe d'environ 30 000 €.

Des équipements sportifs seront rénovés tels que la piscine Coubertin de Neuville (522 000 €), les espaces de tennis au gymnase Delaune (116 000 €).

Un cahier des charges sera établi pour un bassin extérieur de 50 mètres aux Bains. Une rénovation du Drakkar est également prévue.

Le budget alloué aux associations augmente. Les subventions sont estimées à 3,47 millions d'euros. Les principales dépenses seraient de 419 000 € pour le secteur sportif ; 34 000 € pour la solidarité et la santé ; 622 000 € pour la culture ou encore 1,4 million d'euros pour les centres sociaux.

« Il est hors de question d'abîmer le lien social et d'empêcher les Dieppois d'assouvir leurs passions », lance Nicolas Langlois.

Enfin, un nouvel événement va voir le jour : un festival photo. Il aura lieu tous les deux ans, en alternance avec le festival international de cerf-volant.

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).

Près du Havre. L'école de Gainneville et plusieurs bâtiments publics fermés en raison d'un incident électrique

Célia Caradec

~2 minutes

Un incident électrique perturbe le fonctionnement de plusieurs services à Gainneville, près du Havre depuis mercredi 11 février. Un début d'incendie est survenu sur un transformateur de la Communauté urbaine du Havre Seine Métropole, alimentant notamment l'école en électricité, relate la commune sur ses réseaux sociaux.

"Techniquement impossible de remettre le réseau en service"

Si le feu a été maîtrisé, sans faire de blessé, cet incident perturbe donc certains équipements publics, et notamment le groupe scolaire Louis-Aragon. Déjà fermé ce jeudi, il restera portes closes également vendredi 13 février, car le courant ne peut être rétabli dans l'immédiat.

"Une pièce électrique indispensable au rétablissement de l'alimentation fait actuellement défaut, celle-ci ne sera disponible que vendredi matin. Sans cet élément essentiel, il est techniquement impossible de remettre le réseau en service en toute sécurité" détaille la municipalité.

Les denrées de la cantine données à la Banque Alimentaire

Si des solutions alternatives à la fermeture *"ont été activement recherchées en lien avec l'Education nationale"*, aucune ne permet d'assurer l'accueil des élèves *"dans des conditions satisfaisantes de sécurité et de fonctionnement"*. Cette coupure d'électricité impactant notamment la cantine scolaire, la mairie a fait don des produits périssables à la Banque alimentaire.

La mairie, le grenier à sel et la bibliothèque sont aussi impactés par cet incident électrique.

Décryptage. Violences dans les écoles catholiques des Lasalliens : qu'est-ce que la clause de confidentialité imposée aux victimes ?

Écrit par Clémence Blanche

8–10 minutes

D'anciens élèves des établissements catholiques des Lasalliens, victimes d'agressions physiques et sexuelles ou de viols dans leur jeunesse, s'insurgent de devoir signer une clause de confidentialité et de non-dénigrement afin d'obtenir une indemnisation. Que contiennent-elles et pourquoi sont-elles controversées ? On fait le point.

La Quotidienne Société

De la vie quotidienne aux grands enjeux, recevez tous les jours les sujets qui font la société locale, comme la justice, l'éducation, la santé et la famille.

France Télévisions utilise votre adresse e-mail afin de vous envoyer la newsletter "La Quotidienne Société". Vous pouvez vous désinscrire à tout moment via le lien en bas de cette newsletter.

[Notre politique de confidentialité](#)

Ce sont quelques paragraphes qui font polémique. Comme de nombreux anciens élèves des écoles lasalliennes en France, Jacques* (prénom d'emprunt), s'insurge.

Victime de viol par un religieux du pensionnat Jean-Baptiste de La Salle, à Rouen, dans la fin des années 1960, il a été obligé de signer une clause de confidentialité en échange d'une indemnisation.

"Ce qui est insupportable c'est que les Lasalliens ont cherché à maintenir cette loi du silence encore aujourd'hui, notamment avec la clause de confidentialité", [témoignait-il auprès de France 3 Normandie](#), le 8 février. Nous vous expliquons les raisons de la controverse.

Après examen du dossier des victimes de crimes ou de délits, la cellule d'écoute de la Congrégation des frères des écoles chrétiennes (FEC) demande aux victimes de signer un protocole, un document légal détaillant les conditions de leur indemnisation.

C'est un document de huit pages environ, composé de deux volets : le premier reprend le détail des faits reprochés, le second consiste en des *"concessions réciproques"* des deux parties. En clair, en échange du versement d'une indemnisation comprise entre 5 000 et 60 000 euros, la victime doit accepter une clause *"de confidentialité"* et une clause de *"non-dénigrement"*.

Que contiennent-elles ? La clause de confidentialité engage la victime *"à garder confidentielle toute information concernant les dispositions"* de l'accord *"et la teneur des échanges ayant abouti à sa conclusion"*.

Dans la clause de non-dénigrement, la victime doit renoncer *"à toute contestation afférente aux faits déclarés"*, et renoncer *"à solliciter des sommes complémentaires"*.

[Un extrait du protocole proposé aux victimes faisant appel à la cellule d'écoute de la Congrégation des frères des écoles chrétiennes. • © Cabinet Spartans Avocats](#)

De plus, *"le déclarant s'engage de façon ferme, définitive et irrévocable, de manière générale, à ne rien faire qui puisse nuire, directement ou indirectement, aux FEC, leurs représentants ou leurs membres (notamment des déclarations dans les médias à ce sujet), à défaut de quoi les FEC se réservent le droit d'engager toute action en justice"*.

Maître Matthias Pujos, avocat représentant la Congrégation, nous détaille que cette clause *"n'interdit en rien aux victimes de témoigner librement des faits qu'elles ont subis, ni de relater leur histoire, d'en parler publiquement ou de porter un regard critique sur les pratiques et les dérives du passé"*. En revanche, interdiction de critiquer le fonctionnement actuel de l'institution.

L'objectif n'est donc absolument pas de faire taire des victimes sur les actes passés, mais de prévenir des prises de position qui viendraient critiquer le fonctionnement actuel.

Maître Matthias Pujos

Avocat représentant la Congrégation

"Entre la date de saisine de la cellule d'écoute, l'examen du dossier

et la signature du protocole suivi aussitôt du versement de l'indemnisation, il s'écoule en moyenne entre quatre et huit semaines", précise la Congrégation par la voix de son avocat.

Pour rappel, jusqu'à ce jour, 70 protocoles ont été conclus ce qui a permis d'indemniser 70 victimes en France pour un montant total de 2 434 882 euros, dont environ 130 000 euros pour la seule région rouennaise.

L'avocat ajoute qu'une lettre officielle de reconnaissance des faits, signée par le supérieur de la Congrégation, est également envoyée aux victimes de la cellule d'écoute.

Certaines personnes expriment par mail leurs remerciements pour *"la rapidité", la "bienveillance", "[l']écoute et [la] franchise"* dont fait preuve la cellule d'écoute. *"Je me sens quelque peu soulagée d'avoir pu me confier et de constater que l'Église a reconnu les agissements de ce frère",* écrit par exemple une victime.

Pour d'autres en revanche, la manière dont la cellule d'écoute traite les victimes ne passe pas, notamment en raison des deux fameuses clauses.

Maître Pujos justifie ces clauses par [l'article 2044 du Code civil](#), qui impose *"des concessions réciproques"* dans le cas d'un protocole transactionnel. Et c'est justement ce que reproche Antoine Garapon, président de la Commission reconnaissance et réparation (CRR) : *"ces clauses sont utilisées en matières commerciales, mais nous parlons ici de dignité humaine, par définition, ce qui n'a pas de prix"*.

C'est indigne, c'est un rapport de force pour les réduire au silence. Comment pouvez-vous faire des concessions sur un crime qui vous a détruit la vie ?

Antoine Garapon

Président de la CRR et magistrat honoraire

De juillet 2022 à mars 2023, la CRR a collaboré avec la cellule d'écoute des Lasalliens permettant la signature de 13 protocoles avec une clause de confidentialité. Depuis mars 2023, une nouvelle mouture du protocole est utilisée, dans laquelle il est précisé que la victime peut témoigner des faits passés.

Et depuis cette même date, la collaboration entre les deux instances a cessé : la Congrégation refuse de travailler avec la CRR, selon Antoine Garapon. Cette dernière a cependant continué

d'accompagner les victimes et suggéré des montants de réparations, qui ont été, dans la majorité des cas, suivies par la Congrégation.

"Eux voulaient appeler cela une transaction, nous, un acte unilatéral. Ils sont là pour réparer un crime commis, ajoute-t-il. La victime reçoit ça comme un bénéfice alors que c'est une dette de la part de la Congrégation." Pour lui, cette clause de confidentialité n'a pas de valeur juridique.

Les avocats de la Congrégation des frères des écoles chrétiennes font savoir que cette dernière n'indemnise que les victimes qui ont été abusées par des religieux lasalliens. Si l'agresseur est un aumônier, vous pouvez vous adresser à l'INIRR, [l'Instance nationale indépendante de reconnaissance et de réparation](#).

Dans le cas de violences entre élèves ou de violences perpétrées par des laïcs, la cellule d'écoute peut tout de même recueillir les témoignages et reconnaître les faits mais elle ne proposera pas de protocole d'indemnisation.

Dans tous les cas, les victimes peuvent contacter la [Commission Reconnaissance et Réparation](#). Enfin, il est toujours possible de porter plainte auprès d'une juridiction civile, cela n'est pas interdit par les clauses du protocole de la cellule d'écoute.

Mais cette solution est imparfaite car la plupart des délits et crimes dénoncés par le collectif de victimes sont prescrits aux yeux de la loi française. Selon les témoignages, ils se sont déroulés entre les années 1950 et 1980.

Or, une agression sexuelle sur une personne mineure a un délai de prescription compris entre 10 et 20 ans selon la nature des faits. Pour un viol, c'est 30 ans. Sachant que le délai commence à partir de la majorité de la victime, soit à ses 18 ans.

Contacts :

- Commission reconnaissance et réparation (CRR) : 09 73 88 25 71 (lundi au vendredi entre 9h et 17h) ou accueil@crr.contact
- Instance nationale indépendante de reconnaissance et de réparation (INIRR) : secretariat@inirr.fr
- Collectif des victimes : victimes.lasalliens@gmail.com ou [groupe Facebook](#) "Collectif des victimes des Lasalliens."
- Cellule d'écoute de la Congrégation : ecoutevictimes@lasallefrance.fr ou par courrier : Maison de La

Salle – Cellule d'écoute – 78A rue de Sèvres – 75341 PARIS
Cedex 07.

« Nous avons besoin de moyens » : les professeurs du lycée Brassens mobilisés à Neufchâtel-en-Bray

Paris Normandie

~4 minutes

Après les menaces de suppressions d'une classe de Seconde et de postes dans plusieurs disciplines, les professeurs du lycée Brassens à Neufchâtel-en-Bray, en colère, se sont mobilisés devant leur établissement jeudi 12 février.



Publié: 12 Février 2026 à 12h23 Temps de lecture: 1 min

Suite aux prévisions de suppressions d'une classe de Seconde et de postes dans plusieurs disciplines, les professeurs du lycée Brassens, en colère, se sont mobilisés devant leur établissement jeudi 12 février. Débrayage, distribution de tracts aux élèves, échanges... Sans réponse à leur demande d'audience auprès du rectorat, les enseignants ont décidé d'alerter sur leurs craintes pour la rentrée 2026.



Les professeurs se sont mobilisés pour la réussite de tous les élèves - Photo Paris Normandie

C'est maintenant que ça se joue

« Les prévisions d'effectifs sont les mêmes que l'an passé. Ce qui fait une projection avec des classes de Secondes à au moins 34 élèves », souligne Thibaud de Fortescu, délégué Snes.

« Notre lycée rural a besoin de moyens supplémentaires pour une éducation de qualité et la réussite de tous les élèves. Nous espérons que cette mobilisation va nous aider à être entendus par le rectorat. C'est maintenant que ça se joue pour la rentrée prochaine. »

Un nouveau rassemblement est prévu vendredi matin à 8 heures devant l'établissement puis une manifestation dans le centre-ville, avec un départ à 9 h 30 du lycée.

Lire aussi



[Padel à Dieppe : un complexe de 2 100 m² va sortir de terre, avec six courts et une brasserie](#)





[Une pongiste quevillaise au championnat de France des régions : la médaille au bout de la raquette](#)



[Échange avec un Argentin, partenariat avec le Maroc : la Rugby Academy de Londinières s'internationalise](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Neufchâtel-en-Bray \(Seine-Maritime\)](#)

Contenus sponsorisés

Ça se passe aussi à

Ça se passe aussi à

[Neufchâtel-en-Bray](#)



[On fait quoi ce week-end à Dieppe et dans le pays de Bray ?](#)



[En Seine-Maritime, il œuvrait dans le trafic de tabac et d'alcool avant de tomber pour proxénétisme](#)



[« Nous avons besoin de moyens » : les professeurs du lycée Brassens mobilisés à Neufchâtel-en-Bray](#)



[Padel à Dieppe : un complexe de 2 100 m² va sortir de terre, avec six courts et une brasserie](#)



[Municipales 2026. « Relancer l'attention sur l'éolien » : réunion publique et lettre ouverte en pays de Bray](#)



[Une pongiste quevillaise au championnat de France des régions : la médaille au bout de la raquette](#)

[Voir plus d'articles](#)

Juste pour vous

Près de 300 postes d'enseignants supprimés en Normandie : « l'école ne tient plus qu'à un fil »

~4 minutes

À Rouen, syndicats et parents d'élèves se sont réunis mercredi pour protester contre les annonces de suppression de postes. Une mobilisation qui continuera après les vacances.

Sur le même thème

[Education](#)

[Manifestations](#)

[Syndicats](#)



Syndicats d'enseignants et parents d'élèves se sont mobilisés devant le rectorat de Rouen mercredi. (©MC/76actu)

Par [Mathieu Charré](#) Publié le 12 févr. 2026 à 20h04

Un premier rendez-vous avant les vacances. À l'appel de l'intersyndicale, enseignants et parents d'élèves se sont réunis ce mercredi 12 février 2026 dans l'après-midi devant le rectorat de l'académie, à [Rouen](#), pour **protester contre les annonces de suppressions de postes** pour la rentrée 2026.

Près de 300 postes supprimés en Normandie

En tout, 4000 postes de l'Éducation nationale sont visés, dont **272 en Normandie**, qui se répartissent entre école, collège et lycée. Une annonce qui fait grincer des dents « Ça va encore dégrader les conditions, d'apprentissage pour les élèves et de travail pour nous » témoigne Claire-Marie Féret, professeure au collège et secrétaire académique du SNES-FSU.



La mobilisation compte reprendre après les vacances de février.
(©MC/76actu)

Les raisons évoquées pour justifier ces suppressions de postes, et notamment la **baisse démographique**, ne passent pas mieux. « Elle est réelle dans certains endroits, mais en Normandie par exemple ils suppriment 25 postes dans les lycées généraux et technologiques, alors qu'on aura 19 élèves de plus à la rentrée. Et puis ça fait des années qu'on était en hausse démographique, et qu'ils supprimaient déjà des postes... »

L'école ne tient plus qu'à un fil ça fait des années qu'on le dit. Ce n'est pas raisonnable, l'avenir est en question. On dit stop, ça suffit.

Plus loin, Charlotte Parisot, enseignante de la Cfdt éducation, abonde. « On pourrait profiter de la baisse démographique pour **avoir de meilleurs conditions de travail** et permettre aux élèves d'avoir des acquis, et on préfère retirer des postes. On commence à toucher aux savoirs importants pour les élèves et leur développement, à rogner sur le nécessaire. »

Vidéos : en ce moment sur Actu

Le début de la mobilisation

Devant le rectorat, les syndicats (Cfdt éducation, SNES-FSU, FO, UNSA éducation) sont rejoints par la FCPE, fédération de parents d'élèves. « On est là pour **protéger nos enfants**, qui sont les premières victimes » déplore Nadjat Egels, secrétaire générale de la FCPE départementale. « On s'inquiète de voir l'école publique être une variable d'ajustement, un endroit où faire des économies. »

Votre région, votre actu !

Recevez chaque jour les infos qui comptent pour vous.

[S'inscrire](#)

Ce premier rendez-vous, à trois jours des vacances, n'était qu'une « première étape avant une reprise des choses sérieuses à la rentrée », certifie Claire-Marie Féret. « Il y a parfois une lassitude face à la répétition de ces annonces, mais les luttes locales comme collectives forcent souvent à des reculs, peuvent changer les choses. » La mobilisation ne fait que commencer.

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).

Le Havre : appel à témoins après la disparition inquiétante d'un jeune homme de 19 ans

infonormandie

~1 minute

Les policiers du Havre lancent un appel à témoins après la disparition de Raphaël Castro, 19 ans. Le jeune homme n'a plus donné signe de vie depuis le 30 janvier 2026.

L'inquiétude grandit au sein de son entourage. Une enquête est en cours afin de le localiser au plus vite.

Appel à témoins

Raphaël Castro mesure 1,72 m. De corpulence athlétique, il est métis, avec des cheveux courts frisés noirs et des yeux marron. Sa tenue vestimentaire au moment de sa disparition est inconnue.

Un signe distinctif pourrait faciliter son identification : une cicatrice sur un genou, s'étendant jusqu'au milieu du tibia.

Toute personne pensant l'avoir aperçu ou disposant d'une information, même partielle, est invitée à contacter sans délai l'hôtel de police du Havre au 02 32 74 37 00.

En Seine-Maritime, il œuvrait dans le trafic de tabac et d'alcool avant de tomber pour proxénétisme

Arnaud COMMUN

5-7 minutes

Un Havrais de 26 ans, qui purge 3 ans de prison pour proxénétisme aggravé, avait été contrôlé un an plus tôt avec un stock de tabac et d'alcool de contrebande, près d'Aumale, en Seine-Maritime. Le tribunal de Dieppe retarde sa sortie de prison. Il devra aussi payer.



Publié: 12 Février 2026 à 13h12 Temps de lecture: 2 min

« Douze kilos de tabac à rouler, deux kilos de cartouches de cigarettes, 29,4 litres de vodka aromatisée. La culpabilité de Monsieur ne fait aucun doute. Il a aujourd'hui treize condamnations sur son casier judiciaire », énumère Camille Jougla, substitut du procureur de la République, au procès de Daniel, 26 ans, domicilié dans le quartier de la Mare-Rouge, au Havre, quand il n'est pas emprisonné.





La Douane a stoppé le transport de vodka et de tabac à la gare de péage d'Aumale, le 27 juillet 2022. - Photo d'illustration Arnaud Commun

Daniel purge actuellement plusieurs peines au centre pénitentiaire du Havre, principalement une condamnation à 3 ans de prison ferme pour « proxénétisme aggravé », en date du 31 octobre 2023. Un an plus tôt, le 27 juillet 2022, le jeune homme né au Cameroun était tombé sur un [contrôle de la Douane à la gare de péage d'Aumale](#), sur le territoire d'Haudricourt, alors qu'[il circulait sur l'A29 de retour du Luxembourg](#). Il était bien chargé.

« Je veux changer »

À l'époque, il n'avait « que » six mentions sur son casier judiciaire, mais était en train de monter en puissance. C'est pourquoi, en visioconférence depuis sa prison, le 3 février 2026, il veut convaincre les magistrats qu'il n'est plus le même : « *J'ai fait beaucoup d'erreurs. Je veux changer. Je suis mal vu. J'ai pris conscience.* »

{ 3 mois c'est trop ! J'essaie de m'en sortir

Daniel, Le prévenu

Il doit cependant répondre de « détention frauduleuse en vue de la vente de tabacs fabriqués et d'alcool » et d'infraction fiscale. En garde à vue, il a déclaré qu'il avait effectué ce voyage pour toucher 400€. La présidente lui demande de confirmer le nom du commanditaire présumé, dont le nom apparaît dans la procédure.

« Je ne peux pas parler »

« *Je ne peux pas parler. Après ça va faire des problèmes. Je suis désolé* », répond par écran interposé le jeune homme aux cheveux tressés. Le tribunal doute de sa volonté de changement et l'interroge sur les incidents disciplinaires recensés depuis 2023 en cellule. « *Il y en a eu 5 ou 6* », assure Daniel. Il évoque notamment la détention d'un téléphone et « *un p'tit joint il y a trois semaines.* »

Le parquet requiert 3 mois de prison ferme et le mandat de dépôt, afin de s'assurer qu'il exécute immédiatement cette peine. Il demande aussi le paiement des sommes fraudées, à savoir 8600€. La substitut requiert également « *la confiscation du véhicule Renault Clio qui a servi à commettre l'infraction, à moins que*

Monsieur ne démontre qu'il n'en est pas le propriétaire. »

« C'est trop »

Daniel se défend seul, sans avocat. Il martèle : *« 3 mois, c'est trop ! J'essaie de m'en sortir... »*

La présidente le remercie pour son intervention et sort délibérer avec ses deux assesseurs. Au retour des juges, la sentence tombe : 3 mois de prison ferme et 5200€ à verser aux Douanes. *« Le tribunal ne prononce pas la confiscation du véhicule. Il a une faible valeur vénale et on ne sait pas où il est... »* La magistrate conclut, voyant le garçon dépité : *« On sait que vous avez de faibles moyens, mais ces amendes sont obligatoires au regard de la loi. »*

Daniel dispose tout de même de 10 jours pour interjeter appel.

Lire aussi



[Padel à Dieppe : un complexe de 2 100 m² va sortir de terre, avec six courts et une brasserie](#)





[Pourquoi ces travaux impressionnants, dans le port du Tréport ?](#)



[« On veut être facilitateurs » : la commune de Veules-les-Roses recherche un médecin généraliste](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Justice Haudricourt \(Seine-Maritime\)](#) [Aumale \(Seine-Maritime\)](#)
[Dieppe](#)

Contenus sponsorisés

Ça se passe aussi à

Ça se passe aussi à

[Dieppe](#)



[On fait quoi ce week-end à Dieppe et dans le pays de Bray ?](#)



[Allez-vous fêter la Saint... « Vélotin », à Dieppe ce samedi 14 février ?](#)



[Flavie Flament en tournage à Dieppe fera revivre le Schmilblic : inscrivez-vous !](#)



[Au Tréport, c'est quoi le Port Center, ce nouvel espace immersif et](#)

[pédagogique ?](#)



[Venez découvrir la nouvelle école de clown dieppoise, dans un cours public !](#)



[En Seine-Maritime, il œuvrait dans le trafic de tabac et d'alcool avant de tomber pour proxénétisme](#)

[Voir plus d'articles](#)

Juste pour vous

Obstacles sur les voies, LNPN, étoile de Rouen : Jean Castex à Yvetot pour évoquer les dossiers du rail normand - ICI

6-7 minutes

Jean Castex, à droite, en visite à Yvetot © Radio France -
Théophile Pedrola

Diffusé le vendredi 13 février 2026 à 7:31

Publié le vendredi 13 février 2026 à 7:31

Le PDG de la SNCF, l'ancien Premier ministre Jean Castex, est venu à Yvetot, ce jeudi 12 février 2026, pour prendre la température du rail normand. Les sujets ne manquaient pas.

À l'arrivée dans l'hôtel de ville d'Yvetot de Jean Castex, ce jeudi 12 février 2026, c'est un peu **l'effervescence**. Venu en train, bien sûr, l'ancien Premier ministre enchaîne les photos et les serrages de main avec les différents élus présents. Trois mois après sa prise de fonctions, il réalise une sorte de tour de France du rail, rencontrant élus locaux et associations d'usagers, et avait choisi, pour la Normandie, de s'intéresser à la ligne reliant **Yvetot à Elbeuf-Saint-Aubin**. Mais de cette ligne, il n'a que peu été question, en réalité, passées les présentations : 66 kilomètres de voies, **32 trains par jour** en semaine, 3.600 voyageurs quotidiens, en hausse de 6 % depuis 2022. Très vite, les grands sujets du rail normand sont venus sur la table.

Faire fuir les sangliers

D'abord, celui des obstacles sur les voies. Il y a les arbres, [qui parfois rompent lors de tempêtes](#), mais il s'agit là de la responsabilité des propriétaires des terrains où sont ces arbres. Jean Castex, lui, a voulu parler des animaux, qui rodent près des rails. *"En quarante ans, on est passés de **40.000 chocs par an à 800.000**. Cette faune, celle des sangliers principalement, prolifère.*

*On ne peut pas rester inactifs, car cela devient la première cause de retard." Alors la SNCF, avec la région, installe des grillages le long des voies, "c'est couteux, mais c'est le choix que l'on a fait avec la région", indique Castex, qui évoque aussi un nouveau système "d'effaroucheur". "Un appareil qui **diffuse un son quelques minutes avant l'arrivée d'un train**, qui effraie les sangliers. C'est prometteur, mais nous avons déjà vu que les sangliers pouvaient s'habituer au son, donc il faut le changer régulièrement."*

LNPN : "prendre son temps"

Le sujet de la **Ligne nouvelle Paris-Normandie**, la LNPN, prévoyant une nouvelle gare à Rouen et de nouvelles voies pour réduire les temps de trajets de et vers Paris, est [un serpent de mer](#). *"C'est un projet qui n'a pas été un long fleuve tranquille, indique Jean Castex. Il y a eu de très nombreuses discussions entre l'État et les deux régions concernées, un préfet coordonnateur a même été désigné. Je me réjouis de voir que les deux régions semblent converger vers une solution, je crois, satisfaisante."* Après [un gel de plusieurs mois](#), la région Île-de-France semble en effet prête à revenir à la table des négociations. La LNPN, elle, [n'est toujours pas prête de voir le jour](#).

Quatre candidatures pour l'étoile de Rouen

Un sujet plus crispant semble être celui du SERM. Le futur **Service express régional métropolitain de Rouen**. Le contrat pour l'exploitation de cette étoile ferroviaire de Rouen se joue en ce moment. Ouverture à la concurrence oblige, la SNCF n'est que candidate pour l'exploiter : *"La SNCF souhaite évidemment continuer à exploiter cette étoile ferroviaire", précise Jean Castex. "C'est très important pour nous, et si on fait du bon travail aujourd'hui, nous accroissons nos chances d'être choisis demain."*

Demain, c'est à la fin de l'année 2027, pour un début d'exploitation en 2029. Mais [le contrat de l'étoile ferroviaire de Caen, lui, a été perdu par la SNCF, au profit de RATPDev](#). Au [grand dam des cheminots](#) caennais, et à la [crainte de ceux rouennais](#). *"Nous avons plusieurs candidatures pour Rouen, confirme ainsi Jean-Baptiste Gastinne, vice-président de la région Normandie, en charge des transports. On en a validé quatre, on va les étudier. On veut augmenter l'offre autour de l'étoile de Rouen, qui est très importante, mais pas que pour Rouen, car cela va jusqu'à Dieppe*

ou Le Havre."

Jean Castex avait aussi rendez-vous ce jeudi 12 février dans l'après-midi à Rouen avec le président de région, Hervé Morin, pour en discuter.

- [Yvetot](#)
- [ICI Normandie \(Seine-Maritime - Eure\)](#)
- [TER](#)
- [Trains](#)
- [SNCF](#)

Tous les vendredis, recevez le meilleur de la semaine d'ICI Normandie (Seine-Maritime - Eure) : certifié 100% local !

Adresse e-mail (obligatoire)

Exemple : nom@email.com

En cliquant sur "S'abonner", j'accepte que les données recueillies par Radio France soient destinées à l'envoi par courrier électronique de contenus et d'informations relatifs aux programmes.

Les épisodes de l'émission : L'info d'ici, ICI Normandie (Seine-Maritime - Eure)

[Passer la section](#)

À Rouen, le cirque Arlette Gruss possède sa propre école itinérante reconnue par l'Éducation nationale.

L'info d'ici, ici Normandie (Seine-Maritime - Eure)

Sur le même thème

[Passer la section](#)

- Le candidat et tête de liste La France Insoumise pour les élections municipales à Rouen, Maxime Da Silva dévoile son programme ce vendredi 6 février 2026.
- Des cheminots se sont réunis ce lundi 15 décembre, devant le siège de la Région Normandie, à Caen contre le transfert de l'exploitation du TER caennais, à RATP Développement, dès juillet 2027. L'ouverture à la concurrence, ce sera aussi pour l'étoile de Rouen, le réseau rouennais, prévu pour 2029.

- Dominique, 69 ans, a été violé par un frère au collège Bellefonds de Rouen au début des années 1970, géré par la congrégation des Frères des écoles chrétiennes. Il a reçu 30 000 euros d'indemnités de la part de la congrégation, et a signé un protocole de confidentialité en 2023.
- C'est inédit. Pour la première fois, les Normands peuvent voter pour l'affiche de la prochaine Armada de Rouen, en 2027. Il y a trois choix d'affiches, dévoile ce vendredi 30 janvier Jean-Paul Rivière, le président de l'Armada.

Jean Castex, dans le train entre Rouen et Yvetot, pour parler des grands projets ferroviaires

Dorothée BRIMONT

7-9 minutes

C'est évidemment en train que le président de la SNCF, Jean Castex, s'est rendu à Yvetot, jeudi 12 février 2026, pour aborder avec les agents, élus et usagers les grands projets ferroviaires structurants de la Seine-Maritime et de l'Eure.



Publié: 12 Février 2026 à 18h03 Temps de lecture: 2 min

À la gare de Rouen, jeudi 12 février 2026, les usagers sont quelque peu interloqués en croisant le petit attroupement qui s'est formé autour d'un homme en costume sombre et cravate. Il ne faut que quelques secondes à deux jeunes filles pour reconnaître l'ancien Premier ministre, Jean Castex.



Le président de la SNCF, Jean Castex, se rend à Yvetot, en train. Il souhaite rencontrer les élus, agents, usagers pour parler des

différents projets ferroviaires normands. - Photo de Stéphanie Péron Clément



Le président de la SNCF, Jean Castex, se rend à Yvetot, en train. Il souhaite rencontrer les élus, agents, usagers pour parler des différents projets ferroviaires normands. - Photo de Stéphanie Péron Clément



Le président de la SNCF, Jean Castex, se rend à Yvetot, en train. Il souhaite rencontrer les élus, agents, usagers pour parler des différents projets ferroviaires normands. - Photo de Stéphanie Péron Clément





Le président de la SNCF, Jean Castex, se rend à Yvetot, en train. Il souhaite rencontrer les élus, agents, usagers pour parler des différents projets ferroviaires normands. - Photo de Stéphanie Péron Clément



Jean-Baptiste Gastinne, le monsieur train de la région Normandie, est au rendez-vous pour parler LNPN, Serm et étoile de Rouen. - Photo de Stéphanie Péron Clément

Exit la politique, Jean Castex est venu parler ferroviaire. [Président de la SNCF](#) depuis novembre 2025, il a entrepris un tour de France pour rencontrer élus, agents et usagers. Ce jeudi, c'est donc en Normandie qu'il poursuit sa tournée. Après avoir embarqué dans le train en direction d'Yvetot et s'être fait contrôler son titre de transport, ses équipes le briefent sur les enjeux du rail sur le territoire. Après quelques arrêts et une navette, il est accueilli en mairie d'Yvetot pour une réunion de travail. Et il faut dire qu'on ne plaisante pas avec le train en Normandie.

À sa droite, Jean-Baptiste Gastinne a pris place. C'est le Monsieur Train de la région. Au menu, la ligne Yvetot-Elbeuf et ses 3 600 voyageurs par jour. Mais très vite les conversations bifurquent sur les grands projets normands : RER métropolitain (Serm), Ligne nouvelle Paris-Normandie, privatisation de l'étoile de Rouen. Trois

projets bien distincts mais très imbriqués.

La LNPN sur de bons rails ?

« [Je pense que les choses ont avancé](#) », se réjouit Jean Castex. Jean-Baptiste Gastinne ironise, « *quand un projet met autant de temps à sortir, on s'expose à des péripéties, notamment politiques. Elles sont parfois bonnes et parfois moins bonnes.* »

C'est avec une certaine habileté qu'il résume [les derniers revirements de situation survenus sur le projet de la LNPN](#), à savoir le désengagement de la région Île-de-France. Il aura fallu nommer un préfet coordonnateur pour remettre toutes les parties autour de la table. Pour l'ancien Premier ministre, « *l'État a bien joué son rôle pour essayer de rapprocher les points de vue. Le groupe SNCF continue son travail pour trouver des solutions techniques* » qui conviennent aux deux présidents de Région. « *Nous sommes un peu plus optimistes sur ce projet qui est absolument nécessaire.* » Mais la difficulté, « [c'est de faire coïncider et se marier ensemble plusieurs projets](#) qui sont tous nécessaires. »

Et le SERM sur la bonne voie ?

Et parmi ces projets structurants et nécessaires, [le Serm](#) (ou RER métropolitain). « *Le dossier a été déposé au mois de décembre 2025 sur le bureau du ministre des Transports* », se félicite Jean-Baptiste Gastinne. « *C'est un projet ambitieux de 1,6 milliard d'euros.* » Mais il prévient, « *ce projet ne se fera pas en trois ans, ni même en vingt ans tant les sommes sont considérables* ». Et surtout un projet qui ne pourra pas voir le jour sans le soutien financier de l'État.

Dans un premier temps, le dossier devra être labellisé. Une réponse est attendue en juin 2026. Jean Castex rappelle à toutes fins utiles, et alors qu'une loi-cadre a été présentée en conseil des ministres mercredi 11 février 2026, que « *pour le moment, l'État n'a pas prévu le financement du Serm. Je n'ai pas dit que ça ne se fera pas...* » Il l'appelle cependant de ses vœux pour notamment « *le mettre en œuvre et en devenir le futur exploitant, pourquoi pas ?* »

L'étoile de Rouen ouverte à la concurrence

Quand la question est posée à Jean Castex, il paraît surpris et évoque « *un sujet interne à la SNCF* », avant d'annoncer la candidature de l'entreprise publique à l'appel d'offres. Dans le

cadre de l'ouverture à la concurrence du rail, la Région Normandie a décidé de lancer des procédures pour plusieurs nœuds ferroviaires. À Caen, la SNCF a été coiffée au poteau par RATP Dev. [À Rouen, l'appel vient juste d'être lancé](#). La première phase prend la forme « d'un dialogue compétitif ».

Quatre structures ont fait part, à la Région, de leur intérêt pour le projet et proposent leurs idées, leur vision de l'étoile ferroviaire de Rouen. À partir de ces premières discussions, un cahier des charges sera élaboré et communiqué en juillet 2026. Les candidatures fermes seront alors ouvertes, pour une décision finale attendue entre septembre et décembre 2027. Le nouvel opérateur devant être prêt en décembre 2029.

Lire aussi



[À Yvetot, le garage solidaire La Bicyclerie vend des vélos à -50 % sur une demi-journée](#)



[On fait quoi ce week-end dans le pays de Caux ?](#)



[À Bolbec, un dernier conseil municipal sous tension avant les élections](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Rouen \(Seine-Maritime\)](#) [Yvetot \(Seine-Maritime\)](#) [Elbeuf \(Seine-Maritime\)](#) [Seine-Maritime](#) [Eure](#) [Normandie](#)

Contenus sponsorisés

Ça se passe aussi à

Ça se passe aussi à

[Yvetot](#)



[À Yvetot, le garage solidaire La Bicyclerie vend des vélos à -50 % sur une demi-journée](#)



Video

[Jean Castex, dans le train entre Rouen et Yvetot, pour parler des grands projets ferroviaires](#)



[On fait quoi ce week-end dans le pays de Caux ?](#)



Video

[Stage d'observation : des collégiens en totale immersion avec les gendarmes d'Yvetot](#)



[À Bolbec, un dernier conseil municipal sous tension avant les élections](#)



[Un nouveau représentant des médecins pour les hôpitaux de Dieppe, Eu et Saint-Valery-en-Caux](#)

[Voir plus d'articles](#)

Juste pour vous

Suspectée d'avoir escroqué plus de deux millions d'euros, une orthodontiste mise en examen et suspendue par l'ARS

Écrit par Maeva Dumas

3–4 minutes

Interpellée et mise en examen fin janvier 2025, une chirurgienne orthodontiste exerçant à Rouen a été suspendue par l'Agence Régionale de Santé (ARS) pour plusieurs mois. Elle est suspectée d'avoir notamment commis des faits d'escroquerie s'élevant à plus de deux millions d'euros.

La Quotidienne Société

De la vie quotidienne aux grands enjeux, recevez tous les jours les sujets qui font la société locale, comme la justice, l'éducation, la santé et la famille.

France Télévisions utilise votre adresse e-mail afin de vous envoyer la newsletter "La Quotidienne Société". Vous pouvez vous désinscrire à tout moment via le lien en bas de cette newsletter.

[Notre politique de confidentialité](#)

Chirurgienne orthodontiste sur les quais de Rouen depuis plusieurs années, la professionnelle de santé a été suspendue par l'ARS Normandie, révèlent nos confrères de [Paris-Normandie](#).

Une décision prise à la suite de poursuites judiciaires de la part de la Caisse primaire d'assurance maladie (CPAM) qui l'accuse notamment d'avoir détourné plus de deux millions d'euros.

L'affaire débute au premier semestre 2025 lorsque la CPAM, inquiète de recevoir une multitude de remboursements suspects à hauteur de 1,7 million d'euros en trois ans pour le cabinet de la professionnelle, saisit le parquet de Rouen.

Après l'ouverture d'une enquête pour escroquerie au préjudice des caisses d'assurance-maladie et d'exercice illégal de la profession

de chirurgien dentiste, [dévoilée par nos confrères d'Ici Normandie](#), elle est finalement interpellée le 28 janvier 2026 et une perquisition est effectuée à son domicile.

Sur place, les enquêteurs saisissent 250 000 euros en espèces, 100 000 euros de différents objets et 850 000 euros sur ses comptes bancaires.

Des éléments qui ont notamment conduit à sa mise en examen le 30 janvier 2026 pour escroquerie et abus de biens sociaux. La chirurgienne orthodontiste aurait accumulé près de 4 500 clients, un nombre important et largement plus élevé que ses collègues, alors qu'elle travaillait seule.

De son côté, l'Agence Régionale de Santé Normandie a indiqué le mercredi 4 février avoir suspendu la professionnelle *"pour une durée de 5 mois"*.

Cette décision a été prise sur le fondement de l'article L. 4113-14 du code de la santé publique qui prévoit que « En cas d'urgence, lorsque la poursuite de son exercice par un médecin, un chirurgien-dentiste, [...] expose ses patients à un danger grave, le directeur général de l'agence régionale de santé dont relève le lieu d'exercice du professionnel prononce la suspension immédiate du droit d'exercer pour une durée maximale de cinq mois (...). » La décision de suspension est donc prise à titre conservatoire pour 5 mois maximum dans l'attente d'une décision disciplinaire ordinaire.

Agence Régionale de Santé (ARS) Normandie

L'orthodontiste sera jugée le 5 juin prochain par le tribunal correctionnel de Rouen, la CPAM estime quant à elle son préjudice s'élève à hauteur de 2,5 millions d'euros.

Pays de Caux. Vigilance, l'eau est impropre à la consommation dans plusieurs communes : des distributions de bouteilles à venir

Adrien Verger

~2 minutes

[A la suite des fortes précipitations enregistrées ces derniers jours](#), l'eau du réseau public a été déclarée **impropre à la consommation** à Mont-Cauvaire, Fontaine-le-Bourg, Authieux-Ratiéville, Clères et Claville-Motteville ce vendredi 13 février par le service des eaux.

Une dégradation liée aux intempéries

Selon le communiqué diffusé dans la matinée par **Veolia Eau**, les pluies importantes ont altéré la qualité de l'eau distribuée sur ces secteurs. Par mesure de précaution, les habitants sont invités à ne pas consommer l'eau du robinet, ni pour la boisson ni pour la préparation des aliments, jusqu'à nouvel ordre. Des **analyses complémentaires** sont en cours afin de suivre l'évolution de la situation.

Distribution d'eau en bouteille organisée

Pour répondre aux besoins des habitants, une distribution exceptionnelle d'**eau potable** est prévue ce vendredi 13 février entre 17h et 19h. Deux points ont été mis en place :

- **le préau de l'école de Mont-Cauvaire**, pour les habitants de Mont-Cauvaire et Fontaine-le-Bourg ;
- **la salle des fêtes d'Authieux-Ratiéville**, destinée aux habitants de Clères, Claville-Motteville et Authieux-Ratiéville.

Yvetot. "Il n'y a pas de danger pour la nappe phréatique" selon un propriétaire mis en demeure de dépolluer son terrain

Anaëlle Dessole

3-4 minutes

La société Gardet et de Bezenac à Yvetot est *"mise en demeure de se conformer aux prescriptions édictées en matière d'installations classées pour la protection de l'environnement"*. La Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie (Dreal), par un arrêté en date du 16 janvier, demande au propriétaire du terrain situé 3, route de Grémonville, quelles mesures il compte appliquer sur son site alors qu'un rapport d'inspection de l'environnement du 27 novembre 2015 a *"relevé des insuffisances majeures dans la mise en sécurité du site et dans la gestion des pollutions du site"*. Des concentrations *"significatives en polluants ont été constatées"*.

"Des concentrations significatives en polluants ont été constatées"

La société Gardet et de Bezenac exerçait sur ce site *"des activités de récupération et de tri des déchets"*, elles ont cessé en fin d'année 2014. Le 20 décembre 2015, la société a informé la mairie de son intention de réaffecter le site. L'arrêté préfectoral fait mention d'une réponse de la mairie d'Yvetot *"ne s'opposant pas à la proposition de l'exploitant et indiquant qu'elle envisageait la création, sur le secteur concerné, d'une zone mixte intégrant des fonctions d'habitat, de services et d'équipements"*.

"J'avais trouvé des promoteurs"

Patrick Nion, ancien gérant et propriétaire de Gardet et de Bezenac, en possession du terrain visé, explique avoir répondu à la préfecture au sujet de l'arrêté de mise en demeure, ce, avant

même, l'expiration du délai de 6 mois qui lui est accordé. D'après lui, les risques liés *"aux eaux souterraines (...) polluées"* ne sont pas avérés. *"Il n'y a pas de danger pour la nappe phréatique, située à 50 mètres de profondeur"*, lance-t-il. Il estime que des solutions alternatives sont envisageables pour l'avenir du site, sans être obligés d'engager des frais de dépollution *"conséquents"*. *"J'avais trouvé des promoteurs mais les projets ont été refusés par la Ville."*

"Nous avons reçu plusieurs promoteurs avec des projets sur ce terrain", reconnaît Virginie Blandin, première adjointe. *"Mais pour que les projets soient acceptés, il faut qu'ils soient conformes au PLU (plan local d'urbanisme) et à l'OAP (orientations d'aménagement et de programmation). La proposition de panneaux photovoltaïques, par exemple, ne l'était pas. Nous avons fait une contre-proposition, des logements avec du parking et des ombrières, qui pourrait répondre à l'OAP. Sans retour."* Le PLU, rappelle-t-elle, a été voté à l'unanimité des élus. C'est un *"secteur à contrainte spécifique. En tant qu'élus, nous devons concilier des enjeux contradictoires"*.

Cinq communes au nord de Rouen totalement ou partiellement privées d'eau potable

Paris Normandie

4-6 minutes

Cinq communes au nord de Rouen sont totalement ou partiellement privées d'eau potable à la suite des fortes pluies constatées ces derniers jours. Des distributions d'eau sont prévues.



L'usage de l'eau du robinet est interdit dans cinq communes au nord de Rouen suite aux fortes pluies. - Photo illustration VDNPQR



Publié: 13 Février 2026 à 09h41 Temps de lecture: 1 min

« En raison des fortes précipitations de ces derniers jours, l'eau du robinet est déclarée impropre à la consommation en raison de l'augmentation de sa turbidité. Cette restriction d'usage concerne quelque 2 200 habitants », annonce la com'com Inter-Caux Vexin.

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

C'est une [situation récurrente](#) pour ces communes, installées sur le karst cauchois et dont les captages sont régulièrement pollués par des infiltrations liées aux fortes précipitations.

Des rues et hameaux touchés à Clères et Fontaine-le-Bourg

Les communes de Mont-Cauvaire, Les-Authieux-Ratiéville et Claville-Motteville sont totalement privées d'eau qui est déclarée impropre aux usages alimentaires.

La commune de Clères (dans les rues du Trou-à-Barbe, route de Mont-Cauvaire, ferme du Collège, Grand Cordelleville, Petit Cordelleville, chemin des Forrières, rue de la Futaie, hameau de Houssiette, rue des Mares, impasse Sente-à-Panier, chemin Ratiéville, rue de Seille et allée Clos-Saint-Sauveur) est partiellement concernée.

Même situation à Fontaine-le-Bourg (chemin des Aubépines, route du Bolhard, rue du Capendu, route de Clères, domaine Plaine des Haies, Tour du Creux, rue du Hamel, route du Mesnil, chemin du Thil, rue des Écoles, chemin Mesnil-Englier, le Hamel, côte de la Justice, hameau le Creux, le Mesnil, chemin des Maisonnettes, Mont-Piel, rue du Rombosc, chemin Talvanne, rue du Thieulin, impasse du ChêneVallettes).

Distribution de bouteilles

« Les services de la collectivité et les équipes de Veolia Eau du Territoire Eure Pays de Bray sont mobilisés et vont organiser un service de distribution d'eau en bouteille le Vendredi 13 février 2026 de 17 à 19 heures à l'école de Mont-Cauvaire pour les habitants de Mont-Cauvaire et Fontaine-le-Bourg, et à la salle des fêtes des Authieux-Ratiéville pour les habitants de Clères, Claville Motteville et les Authieux Ratiéville », explique la com'com Inter-Caux Vexin. « Pour toutes informations complémentaires, les habitants concernés peuvent contacter Veolia Eau au 09 69 39 56 34 ».

Lire aussi





[Mesnil-Raoul : les travaux de remise en état de la RD 294 s'achèveront en mars](#)



[Au Rouvray, les syndicats se mobilisent au chevet de la pédopsychiatrie](#)



[Football – National : après neuf mois de disette, QRM retrouve enfin la victoire à Diochon !](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Clères \(Seine-Maritime\)](#) [Fontaine-le-Bourg \(Seine-Maritime\)](#)
[Claville-Motteville \(Seine-Maritime\)](#)

Contenus sponsorisés

Ça se passe aussi à

Ça se passe aussi à

[Rouen](#)



[Cinq communes au nord de Rouen totalement ou partiellement privées d'eau potable](#)



[À Sotteville-lès-Rouen, la résidence Bloch manque d'électricité depuis près de deux ans](#)





Saint-Valentin : Rouen est-elle vraiment la ville la plus romantique de France ?



Mesnil-Raoul : les travaux de remise en état de la RD 294 s'achèveront en mars



Au Rouvray, les syndicats se mobilisent au chevet de la pédopsychiatrie





[Football – National : après neuf mois de disette, QRM retrouve enfin la victoire à Diochon !](#)

[Voir plus d'articles](#)

Juste pour vous

Au Rouvray, les syndicats se mobilisent au chevet de la pédopsychiatrie

Blaise Diagne

5-6 minutes

Un rassemblement inédit s'est tenu, ce jeudi 12 février 2026, devant les grilles du centre hospitalier du Rouvray. Le syndicat Sud-Santé dénonce les attermoissements de la direction au sujet de son pôle pédopsychiatrique.



Ils étaient peu, quelques dizaines au pic, à se relayer ce jeudi 12 février 2026 devant les grilles du CHR sur appel de Sud Santé. - Paris Normandie



Publié: 12 Février 2026 à 19h14 Temps de lecture: 1 min

Ils ont bravé le froid, la pluie et le vent pour honorer l'appel à la mobilisation de Sud-Santé, le syndicat majoritaire du centre hospitalier du Rouvray (CHR). Quelques dizaines de membres de l'établissement se sont relayés, ce jeudi 12 février 2026 entre midi et 15 heures, devant les grilles de l'établissement situé à [Sotteville-lès-Rouen](#) pour dénoncer la crise qui secoue son pôle enfants et

adolescents.

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

Une unité pour le 17 mars 2026

L'unité pédopsychiatrique Rimbaud du CHR est fermée depuis le 17 janvier 2025. Sa réouverture, plusieurs fois repoussée, est désormais annoncée par la direction (dans un communiqué de presse publié au matin de la mobilisation) pour le 17 mars 2026 sous une nouvelle forme : moins de lits (8 contre 10), une tranche d'âge resserrée (les 8-12 ans au lieu des 8-16), un nouveau nom (Soléa pour Rimbaud) et une offre complémentaire renforcée.

« Vu les retards pris, ce n'est absolument pas tenable cette année. »

Manos Kappatos, syndicat Sud-Santé

À l'hôpital de jour Éclair (cinq places en théorie pour les 8-12 ans) ouvert en septembre 2025 doivent s'ajouter cinq places en hôpital de jour pour les 13-15 ans ainsi qu'une « unité de post-urgence de dix lits », également pour les 13-15 ans, qui a été annoncée pour 2026.

« On ne croit absolument pas que ça puisse ouvrir en 2026, raille sous la pluie fine le représentant Sud-Santé Manos Kappatos. Tout ça fonctionne sur le principe des chaises musicales – il faut finir le chantier ici pour commencer le suivant là. Vu les retards pris, ce n'est absolument pas tenable cette année. »

Une enquête sur Rimbaud

Le chantier d'installation de Soléa au rez-de-chaussée du pavillon Pinel, budgétisé à « 900 000 euros » par le CHR, a connu quelques secousses, stoppé en décembre 2025 pour être repris le mois suivant sans que les syndicats (Sud-Santé, la CFDT et la CGT) n'en aient été informés. « Il y a une vraie unanimité (plutôt rare) des trois syndicats pour dénoncer la façon dont ce projet est monté », souligne les représentants Sud et CGT présents.

Leur divergence, puisqu'il y en a une, porte sur les causes de cette refonte complète. Sud, syndicat majoritaire, réclame toujours l'ouverture d'une enquête pour faire la lumière sur la série de dysfonctionnements ayant conduit à la fermeture de Rimbaud.

Le mois dernier, [une maman](#) témoignait à Paris Normandie du cas de son fils Hugo, 8 ans, victime à l'automne 2024 de plusieurs

agressions sexuelles au sein de l'unité fermée.

Lire aussi



[Mesnil-Raoul : les travaux de remise en état de la RD 294 s'achèveront en mars](#)



[Football – National : après neuf mois de disette, QRM retrouve enfin la victoire à Diochon !](#)





[Le Donjon de Rouen comme il était au XIIIe siècle, bientôt ouvert au public](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Notteville-lès-Rouen \(Seine-Maritime\)](#)

Contenus sponsorisés

Ça se passe aussi à

Ça se passe aussi à

[Rouen](#)



[À Notteville-lès-Rouen, la résidence Bloch manque d'électricité depuis près de deux ans](#)



[Saint-Valentin : Rouen est-elle vraiment la ville la plus romantique de France ?](#)



[Mesnil-Raoul : les travaux de remise en état de la RD 294 s'achèveront en mars](#)



[Au Rouvray, les syndicats se mobilisent au chevet de la pédopsychiatrie](#)



[Football – National : après neuf mois de disette, QRM retrouve enfin la victoire à Diochon !](#)



[Maria Franca Ferrero, veuve de l'inventeur du Nutella produit à Villers-Écalles, est décédée](#)

[Voir plus d'articles](#)

Juste pour vous

Municipales 2026. Qui sont les candidats de la liste de Douglas Potier à Bolbec ?

Cédric Thomire

4-5 minutes

Douglas Potier, en tête de la liste "Fiers de Bolbec", vient de dévoiler les 35 noms qui figurent sur la liste. C'est la première fois qu'il a eu autant de facilité à bâtir sa liste, dit-il, *"preuve de [l'ascension du Rassemblement national à Bolbec](#) et des projets que nous défendons depuis plus de douze ans"*. La liste présentée par le RN compte 7 colistiers adhérents au parti, soit 20 % des candidats. *"Les autres sont [des sympathisants](#) et nous faisons preuve d'ouverture en accueillant Christian Déchant, ancien trésorier adjoint de la section bolbécaise du PCF"*.

Trois quarts de nouveaux candidats

Trois quarts sont des nouveaux candidats ; ils sont seulement 9 à s'être présentés en 2020. Deux élus sortants sont sur la liste : Nicolas Merlier, Marina Roussel. On retrouve également [Claudine Orange-Nouville qui avait démissionné du conseil municipal en même temps que Douglas Potier](#), en janvier 2021. Autre ancien élu (1989 à 2001), de la commune de Rouville, Christian Déchant est en 31^e position. La moyenne d'âge de la liste est de 49 ans. 20 % seulement sont des retraités, *"ce qui est très bas par rapport à la moyenne nationale"*. A l'inverse 20 % ont 30 ans ou moins : *"Ce chiffre reflète la dynamique que l'on veut offrir. Bolbec se meurt, les jeunes sont obligés de partir pour travailler ou pour leurs loisirs"*, dit le candidat. Douglas Potier aime à rappeler qu'il y a douze ans il était le plus jeune candidat aux municipales de l'histoire de Bolbec. *"Tous les profils socioprofessionnels sont représentés sur la liste, met-il en avant : des employés, des ouvriers, des artisans, des cadres. Le secteur public est bien représenté avec des fonctionnaires et des agents du milieu hospitalier"*. Il ajoute : *"Je vais gérer la commune comme une entreprise, avec des*

performances chiffrées, donc il est important que je sois entouré de gens connaissant le monde de l'entreprise". Sept candidats ont une expérience dans la vie associative, "nous avons aussi des représentants syndicaux et des parents d'élèves engagés".

Les candidats

Douglas Potier, 30 ans, fonctionnaire (ancien magistrat financier) ; Myriam Huault, 53 ans, assistante socio-éducative ; Philippe Trupel, 62 ans, pompier retraité ; Tiphaine Morel, 50 ans, employée de commerce ; Guillaume Richard, 48 ans, agent portuaire ; Isabelle Obled, 37 ans, assistante administrative ; David Viger, 54 ans, serrurier dans la maintenance électrique ; Marina Roussel, 38 ans, agent magasinier ; Antoine Courché, 63 ans, chauffeur de bus retraité ; Florence Lambert, 48 ans, auxiliaire de vie ; Nicolas Merlier, 38 ans, brigadier-chef pénitentiaire ; Laurie Michel, 24 ans, employée de commerce ; Alexandre Esnault, 25 ans, conducteur de ligne ; Valérie Buland, 57 ans, employée de commerce ; Mickaël Lahaye, 47 ans, agent de production dans l'industrie automobile ; Géraldine Cottard, 30 ans, fonctionnaire hospitalière ; Thomas Gobbé, 25 ans, manutentionnaire ; Sandrine Renault, 48 ans, agent de service intérieur dans la petite enfance ; Mickaël Moreau, 52 ans, chef d'équipe logistique ; Nadège Lemercier, 52 ans, femme au foyer ; Sylvain Lepeltier, 53 ans, monteur-échaafauteur ; Corinne Delaunay, 65 ans, agent logisticien retraitée ; David Chapelle, 54 ans, chef d'équipe ; Fabienne Pluchon, 56 ans, femme au foyer ; Arthur Desannaux, 27 ans, opérateur en nettoyage industriel ; Betsy Lemesle, 30 ans, vendeuse en charcuterie ; Franck Dumont, 49 ans, convoyeur de poids lourds ; Marie-Paule Rollé, 46 ans, mère au foyer ; Loïc Maillard, 39 ans, entrepreneur en rénovation ; Christine Froment, 60 ans, auxiliaire de vie ; Christian Déchant, 76 ans, contrôleur automobile retraité ; Brigitte Moyon, 73 ans, fonctionnaire territoriale retraitée ; Eric Poret, 57 ans, boucher ; Claudine Orenge-Nouvelle, 69 ans, assistante pédagogique retraitée ; Philippe Gilbert, 84 ans, tuyauteur retraité.

Étretat. André Baillard, maire sortant, dévoile sa liste "Pour Étretat tous unis"

Le Courrier Cauchois

1-2 minutes

Après avoir récemment annoncé son intention de briguer un second mandat, André Baillard, 77 ans, maire sortant, dévoile la liste de ses colistiers.

Liste établie par ordre alphabétique: Elise Bleynie, 31 ans, entrepreneur en création digitale , Malika Cherrière, 60 ans, directrice de centre hospitalier, Véronique Charon, 65 ans, retraitée chef de rang, Camille Chouquet, 22 ans, employée de restauration, Sylvain Chouquet, 58 ans, chef de rang restauration, René-François Debris, 54 ans, chef d'entreprise restaurateur, Damien Devilliers, 40 ans, agent hôtelier polyvalent, Leïla Hamidi, 53 ans, hôtesse d'accueil tourisme; Alain Lemesle, 78 ans, retraité conseiller industriel, Philippe Lemetais, 67 ans, retraité chef d'entreprise transport, Véronique Lemetais, commerçante retraitée, 74 ans, Sabrina Moireau, 48 ans, auto-entrepreneur tourisme, Vernon Porras, 50 ans, chef d'entreprise restaurateur, Monique Thomas, 75 ans, retraitée agent administratif, Luc Toussaint, cadre enseignant chambre consulaire retraité, 76 ans, Jean-Rémy Turbé, 51 ans, vétérinaire.

Élections municipales à Harfleur : Kévin Crochemore détaille son programme et sa liste

Romain Huynh

5–6 minutes

Kévin Crochemore, candidat du Parti communiste français à la mairie d'[Harfleur](#), a présenté sa liste « Harfleur, ensemble » et son programme mercredi 11 février 2026, lors d'une réunion publique à la Maison des associations.

L'ancien directeur de cabinet de la maire Christine Morel avait [annoncé sa candidature](#) dès l'été 2025, suite à la décision de celle-ci de ne pas briguer de nouveau mandat. Sur les 31 noms qui figurent sur la liste, seuls sept sont issus de l'ancien conseil municipal. Parmi ceux-ci, Sylvie Burel, Dominique Bellanger et Justine Duchemin, respectivement première, deuxième et troisième adjointe dans l'actuelle majorité municipale. À noter cependant, Sylvie Burel figure en vingtième position sur la liste « Harfleur, ensemble ». « *Elle a souhaité s'investir avec nous mais, cette fois, plus en distance* », explique Kévin Crochemore.

Les 24 autres personnes qui composent la liste sont « *sans étiquette, des citoyens qui souhaitent œuvrer pour la ville, sur un socle de valeurs communes* », précise-t-il. Aucun d'eux ne figure au conseil municipal élu en 2020. « *On n'a pas fermé la porte à celles et ceux qui partageaient des valeurs de gauche, mais on n'a pas pu trouver de terrain d'entente* », indique le candidat. Il ajoute que les colistiers travaillent « *dans le secteur social, l'industrie, l'agriculture... la moyenne d'âge est de 51 ans, nos deux plus jeunes ont 19 et 23 ans.* »

« Nous allons élaborer un projet de ville avec les habitants pour réfléchir aux questions d'urbanisme. »

Un centre de santé municipal

La liste emmenée par Kévin Crochemore défend un programme

dont la priorité est de « *réaffirmer le lien social* ». Pour ce faire, le candidat entend notamment « *mettre un espace à la disposition des enfants et des familles, sur le modèle d'Un été au parc. On aurait un parc qui s'adresse à toutes les catégories d'âge de 2 à 12 ans, avec des animations les mercredis et samedis. Nous avons à Harfleur de plus en plus de familles [qui s'installent], notamment monoparentales.* »

Le candidat communiste a par ailleurs pour projet la création d'un centre de santé publique, avec des médecins salariés par la ville. Il s'agit là de la mesure phare de son programme de politique sanitaire, avec la proposition d'une mutuelle municipale. « *Nous souhaitons voir ce centre de santé ouvrir dans les trois premières années du mandat* », précise-t-il.

Kévin Crochemore souhaite enfin développer l'attractivité de la ville, « *par le développement socio-culturel et artistique, sur le modèle de ce qui a été fait place Maupassant* », mais aussi par la construction de logements « *qualitatifs, dans des lieux où la ville possède du foncier disponible* ». Surtout, en matière d'urbanisme, la liste « Harfleur, ensemble » entend « *élaborer un projet de ville avec les habitants pour réfléchir à la question.* »

Retrouvez la liste complète « Harfleur ensemble » sur www.paris-normandie.fr

La liste en détail

Kévin Crochemore, 42 ans, professeur à l'IUT

Justine Duchemin, 38 ans, agricultrice

José Gutierrez, 62 ans, tuyauteur, chef d'équipe

Faïza Anbar, 29 ans, éducatrice spécialisée

Dominique Bellenger, 69 ans, dessinateur industriel retraité

Josette Durel, 73 ans, agent de maîtrise retraitée

Dominique Charpentier, 65 ans, responsable de service dans une administration publique retraité

Sylvie Riffelmacher, 66 ans, retraitée de la fonction publique territoriale

Naïm Mecheri, 23 ans, agent de trafic aérien

Sabrina Lefebvre, 41 ans, secrétaire administrative en recherche d'emploi

Yoann Lefranc, 46 ans, opérateur industriel

Véronique Battagion, 55 ans, éducatrice psychopraticienne
Camille Hamel, 42 ans, éducateur spécialisé
Marjorie Bellenger, 36 ans, neuropsychologue
Ludovic Quetel, 55 ans, journaliste
Camille Lemaire, 41 ans, éducatrice spécialisée
Sylvain Pezier, 58 ans, chef d'établissement scolaire
Nouria Oucha, 44 ans, préparatrice en laboratoire
Claude Onfray, 70 ans, technicien de l'industrie retraité
Sylvie Burel, 67 ans, secrétaire retraitée
Gérard Boulogne, 65 ans, chauffeur retraité
Amélie Sorel, 47 ans, professeur des écoles
Antoine Cordier, 71 ans, technicien informatique retraité
Cindy Czerwinski, 43 ans, aide-soignante
Olivier Riffelmacher, 68 ans, cadre dans l'industrie retraité
Aurélie Rosillette, 35 ans, adjointe administrative
Sylvain Rose, 62 ans, tuyauteur retraité
Elodie Pitte, 37 ans, chargée de facturation
Jean-Michel Picard, 68 ans, enseignant artistique retraité
Estelle Bernadi, 53 ans, ingénieur
Mathis Bègue, 19 ans, manutentionnaire

Au Havre, la CGT des agents territoriaux interpelle les candidats aux élections municipales

3—4 minutes

La CGT des agents territoriaux du Havre interpelle les candidats aux élections municipales dans une lettre ouverte que le syndicat a distribuée à la population ce jeudi 12 février.

Sur le même thème

[Manifestations](#)

[Salaires](#)

[Syndicats](#)



La CGT des agents territoriaux de la Ville du Havre interpelle les candidats aux élections municipales dans une lettre ouverte qu'ils ont distribuée à la population ce jeudi 12 février 2026 sur le parvis de l'hôtel de ville. (©VL/76actu)

Par [Vanessa Leroy](#) Publié le 12 févr. 2026 à 18h15

Barnum aux couleurs de la CGT, chants syndicaux, prise de paroles, goûter offert... Le **syndicat des agents territoriaux du Havre** s'est fait entendre ce jeudi 12 février 2026, dès 16h30, sur le parvis de l'hôtel de ville. Un rassemblement qui s'inscrit dans le

cadre de leur **demande de revalorisation de l'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise** (IFSE).

Depuis le 1er février et jusqu'au 22 mars 2026, la CGT des agents territoriaux de la Ville du Havre a en effet déposé un [préavis de grève](#) pour se faire entendre du maire Édouard Philippe, qu'ils ont rencontré en juillet 2025. « Il a répondu qu'il était en attente du budget du gouvernement. En novembre, le maire nous a renvoyés au directeur général des services », explique Frédéric Moulin, secrétaire général de la CGT des territoriaux.

Une lettre ouverte aux candidats aux élections municipale au Havre

Le **ras-le-bol** commence à se faire sentir parmi les agents, d'autant que « pendant ses vœux, le maire a dit que les finances de la Ville du Havre allaient très bien et qu'il y avait un excédent ». La CGT maintient donc la pression et demande **une revalorisation de 30 % pour toutes les catégories A, B et C**.

Dans cette optique, les agents ont rédigé **une lettre ouverte aux candidats aux élections municipales**, qui se dérouleront les 15 et 22 mars 2026.

Dans celle-ci, ils rappellent leur attachement notamment « à un **service public fort**, au statu de la fonction publique territoriale, à la libre administration des communes, à la reconnaissance du travail accompli.

Vidéos : en ce moment sur Actu

La CGT invite également les prétendants à la mairie du Havre à s'engager sur dix points parmi lesquels « le dégel du point d'indice », « le maintien et le développement des services publics de proximité » ou encore « la titularisation de tous les personnels qui peuvent l'être ».

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).

Le modèle de carrière de fonctionnaire ne domine plus chez les jeunes entrants dans la fonction publique

Paul Idczak

4–5 minutes

Comment se construit l'accès à la fonction publique des jeunes diplômés plusieurs années après la fin de leurs études ? C'est la question sur laquelle s'est penchée le service statistique de la direction générale de l'administration et de la fonction publique (DGAFP), dans une [étude diffusée le 11 février](#). Cette enquête est représentative des quelque 746 000 jeunes sortis il y a neuf ans, avec ou sans diplôme, d'une formation initiale. Les répondants ont été interrogés à deux reprises, en 2020 et 2023, pour en savoir plus sur leur secteur d'activité, la stabilité de leur emploi et leurs attentes initiales.

Il ressort de ces travaux chiffrés que 13 % des jeunes de cette génération travaillaient dans le secteur public en 2023, les trois quarts d'entre eux y évoluant déjà trois ans plus tôt. La spécificité de ces jeunes entrés très tôt dans la fonction publique : ils ont plus souvent que les autres au moins un parent fonctionnaire (44 %, contre 33 % pour le reste des interrogés), et bénéficient plus largement, en outre, d'un diplôme du supérieur. C'est le cas pour 61 % d'entre eux – contre 47 % au global –, un jeune sur trois dans cette catégorie possédant même un niveau bac + 5 ou un doctorat, contre moins d'un sur quatre dans l'effectif total. Une forte représentation *“plus marquée chez les jeunes que dans l'ensemble des agents publics, du fait de l'élévation du niveau de diplôme des nouvelles générations”*, soulignent les auteurs de l'étude.

Lire aussi : [Un rapport sénatorial appelle à renforcer la place des docteurs parmi les hauts fonctionnaires](#)

Parmi les répondants en poste dans la fonction publique, la préférence pour le secteur apparaît fréquemment dès les études. C'est le cas pour près d'un jeune sur deux, qui travaille donc, six

ans après la fin de ses études, dans un secteur conforme à son souhait initial. En comparaison, parmi les jeunes qui travaillaient dans le privé en 2023, seuls 5 % avaient fait part d'un attrait pour la fonction publique à la fin de leurs études. *“Dans un contexte où la fonction publique semble avoir durablement des difficultés à recruter dans certains métiers, ce résultat fait émerger des leviers d'action pour les employeurs publics, notamment l'importance d'actions de sensibilisation en amont de l'entrée sur le marché du travail”*, estime le service statistique.

1 jeune sur 2 sous contrat en 2023

L'étude met aussi en avant la montée en puissance de la contractualisation, puisque le nombre de titulaires et de contractuels, parmi les jeunes interrogés en poste dans la fonction publique, en 2023, est quasiment identique. Pour rappel, dans l'ensemble de l'emploi public, la part de contractuels se situait, en 2024, à 24 %. Selon les chercheurs de la DGAFP, ces chiffres sont une nouvelle preuve, déjà illustrée par la Cour des comptes l'an dernier, que *“le modèle de carrière de fonctionnaire ne domine quasiment plus chez les jeunes entrants”*.

Désormais, au contraire, *“la stabilité dans l'emploi public passe davantage par le type de contrat que par le statut”* : en 2023, 71 % des jeunes agents publics avaient un emploi stable, dont 52 % en tant que titulaires et 19 % sous contrat. La part des CDD parmi ces derniers (60 %) est d'ailleurs moins élevée que celle de l'ensemble de la fonction publique (69 %), traduisant, lit-on dans l'étude, un accès à l'emploi stable facilité pour les jeunes contractuels.

Lire aussi : [Le recours aux contractuels continue de faire augmenter les effectifs de la fonction publique](#)

Si les emplois stables sont majoritaires, le temps partiel est, en revanche, plus présent chez les jeunes dans la fonction publique en 2023 (14 %) que dans l'ensemble de la population interrogée (9 %). Il est même en augmentation d'un point entre 2020 et 2023, et concerne 20 % des jeunes agentes de la génération 2017.

Afin de confirmer – ou d'infirmer – ces tendances, une nouvelle enquête a été lancée pour les jeunes sortis d'étude en 2021, dont les premiers résultats devraient être disponibles *“d'ici à la fin de l'année 2026”*, précise la DGAFP.

Sous la menace d'une réforme, les ARS planchent sur le renforcement de l'échelon départemental

Simon Gendrel

5–6 minutes

Elle était la première à passer sur le gril de la [délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation](#) dans le cadre de ses travaux entamés pour interroger l'avenir clivant des agences régionales de santé (ARS). Lors d'une audition tenue ce jeudi 12 février, Virginie Magnant, [fraîchement nommée secrétaire générale des ministères sociaux](#) à la suite du départ de Sophie Lebreton – qui, selon *Contexte* aurait été critique à l'encontre de cette réforme du réseau des ARS – s'est adonnée au jeu de questions/réponses avec les sénateurs autour du sujet : “Quels enjeux pour la réforme des ARS ?”

Lire aussi : [Réforme des ARS : Sébastien Lecornu confirme son intention de renforcer le rôle des départements](#)

Cette temporalité n'est pas anodine : elle s'inscrit dans la lignée des annonces faites par le Premier ministre, Sébastien Lecornu, aux maires et élus départementaux, à la mi-novembre, sur la réorganisation des compétences qu'il souhaite mener dans le domaine médico-social et sanitaire. Si le locataire de Matignon ne s'était pas exprimé explicitement sur le sort réservé aux ARS, son [entretien](#) accordé à plusieurs titres de la presse régionale, publié le 7 février, n'a pas davantage éclairé les contours de cette réforme qui divise au sein du gouvernement et de ses soutiens, notamment autour de la question d'un renforcement des prérogatives départementales, ce qui engendrerait des responsabilités moindres pour les agences régionales.

Des prérogatives départementales renforcées depuis la crise du Covid

L'audition avait pour objet les “*effectifs départementaux et du droit*

de dérogation des directeurs généraux des agences régionales de santé". L'ancienne directrice de cabinet adjointe de Sébastien Lecornu, qu'elle avait rejoint à la suite de sa nomination à Matignon, n'a pas livré de détails précis sur un éventuel transfert de compétences, mais s'est principalement concentrée sur l'explication de l'histoire et du rôle de *"déclinaison des stratégies nationales de santé"* des ARS.

Lire aussi : [Démantèlement des ARS : un projet de réforme qui continue d'inquiéter les experts](#)

Elle a néanmoins expliqué *"le renforcement de l'échelon départemental en effectif"* à la suite de la crise du Covid, et l'armement des moyens *"des directeurs départementaux des agences régionales de santé qui était souhaité pour leur rôle de principaux interlocuteurs à l'égard des élus et des professionnels."* Elle a ensuite souligné l'ouverture des postes de directeurs départementaux aux diplômés de l'Institut national du service public (INSP, ex-ENA), dans cette optique de renforcement.

"Les ARS doivent réinterroger la comitologie "

Sur le fond, les élus du palais du Luxembourg se sont essentiellement concentrés sur la mécanique du déploiement territorial des ARS, portant leurs interrogations sur les moyens humains et les leviers financiers susceptibles d'entraver les missions de ces agences. L'auditionnée s'est ensuite employée à défendre les dispositifs de *"facilitation"* dans le rapport des ARS aux territoires, et notamment le pouvoir de *"dérogation"* intégré dans la [loi "3DS"](#), *"relative à la différenciation, à la décentralisation, à la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale"*, promulguée en 2022. Cette disposition permet notamment aux directeurs généraux d'agences régionales de santé (DGARS) d'écarter une norme réglementaire dans un cas précis, dans un *"esprit de souplesse"* nécessaire pour adapter les dispositions gouvernementales à la réalité des territoires. Interrogée sur la possible suppression des *"recours"* pouvant annuler ce pouvoir de dérogation, la secrétaire générale a écarté la question, invoquant l'État de droit et la conformité de son usage.

Lire aussi : ["Ne sacrifions pas la cohérence sanitaire : pourquoi fragiliser les ARS serait une faute collective"](#)

Celle-ci a surtout insisté sur les préoccupations *"naturelles et légitimes"* des élus concernant le dialogue avec l'agence régionale,

considérant leur rôle dans la gouvernance des ARS comme un sujet prioritaire. *“Les ARS doivent réinterroger la comitologie [ensemble des procédures facilitant la communication entre les parties prenantes pour aboutir à un résultat final, ndlr] pour favoriser une information sur ce qui est déployé”,* a-t-elle déclaré, avant d'annoncer un travail de *“renforcement des délégations départementales, dans l'objectif de donner aux élus un interlocuteur de haut niveau, intégré au comex des ARS, qui pourra leur livrer une réponse rapide et efficace”.*

L'ancienne dirigeante de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie a enfin précisé que le gouvernement prendrait ses responsabilités face à *“une offre de santé en forte tension”.*

Pour rappel, le projet de loi sur la décentralisation devrait être discuté après les élections municipales de mars prochain. Les trois sénatrices rapporteuses, Pascale Gruny (LR), Guylène Pantel (RDSE) et Céline Brulin (CRCE-K), devront rendre ce travail le 9 avril.

Le recours aux contractuels continue de faire augmenter les effectifs de la fonction publique

Par Paul Idczak

4–6 minutes

En 2024, les trois versants de la fonction publique ont renforcé les effectifs en continuant à largement faire appel aux contractuels. C'est le principal enseignement de l'étude annuelle de l'Insee sur l'emploi dans la fonction publique, dont [la dernière édition](#) a été diffusée par l'institut le 10 février. Ces travaux, qui se sont intéressés à l'évolution du nombre d'agents entre fin 2023 et fin 2024, concluent à une augmentation totale de 32 800 agents sur l'ensemble de l'année étudiée, soit une hausse de 0,6 % – inférieure à celle de 1,1 % en 2023 – qui porte les effectifs de la fonction publique à 5,9 millions de personnes.

Dans le détail, c'est dans la fonction publique d'État (FPE) que la croissance est la plus élevée, avec 0,8 % d'agents supplémentaires, comparés aux + 0,3 % dans la territoriale et aux + 0,5 % dans l'hospitalière. Mais cette évolution est portée pour l'essentiel par le recours accru aux contractuels dans la FPE, qui a grimpé de 3,5 %, compensant le fait que le nombre de titulaires, aussi bien civils que militaires, a, lui, stagné. Les ministères moteurs de ces chiffres sont l'Éducation nationale (+3,8 %), qui a vu les accompagnants d'élèves en situation de handicap basculer dans l'emploi ministériel en 2023, ainsi que les Armées (+2,4 %) et la Justice (+2,2 %). En revanche, le nombre d'agents en poste aux ministères du Travail et de la Santé a, lui, baissé de 1,6 %.

Un nombre de titulaires en légère baisse

Poursuivant la tendance en cours depuis plusieurs années, le recrutement de contractuels, qui gonfle également les effectifs dans la territoriale, continue d'augmenter de manière significative. Si la hausse est moins élevée en 2024 (2,6 %) qu'en 2023 (4,9 %),

l'augmentation de 35 900 agents dans les trois versants a de nouveau contribué à élever la part occupée par les contractuels dans la fonction publique, qui atteint désormais 24 % des effectifs. En parallèle, le nombre de fonctionnaires a, lui, légèrement régressé, à hauteur de -0,1 %. Cette réalité se ressent aussi à un autre niveau : en 2024, les contractuels ont représenté 74 % des nouveaux entrants dans la fonction publique, tandis que leur solde entre entrants et sortants est largement positif (+125 700 agents), comparé à celui des fonctionnaires, nettement négatif (-104 200 agents).

Lire aussi : [Dans les collectivités, des contractuels toujours plus nombreux et un turnover en hausse](#)

Les évolutions par catégorie traduisent elles aussi des dynamiques différenciées. Les effectifs de catégorie A ont ainsi crû de 1,7 % en 2024 et ceux de catégorie B de 2,2 %, contrairement à la catégorie C, qui est, elle, en diminution de 2,1 %. *“[Les effectifs de catégorie A](#) augmentent continûment depuis 2011 du fait, d'une part, de la croissance des emplois historiquement classés dans cette catégorie et, d'autre part, des reclassements d'emplois de catégorie B vers la catégorie A”*, notent les auteurs de l'étude, qui précisent que, pour la première fois, la catégorie A est plus fournie que la catégorie C, avec, respectivement, 38 et 37 % des effectifs de la fonction publique.

Une fonction publique plus féminisée et plus âgée

L'étude met par ailleurs en avant la poursuite de la féminisation de la fonction publique : en 2024, les femmes représentent les deux tiers de la hausse des effectifs dans l'ensemble des trois versants. Avec certaines professions essentiellement féminines, comme les professeures des écoles (85 %), les auxiliaires de puériculture et les aides soignantes (90 %) ou encore les infirmières (87 %). Elles restent en revanche largement sous-représentées parmi les militaires, avec moins d'1 femme sur 5 dans les rangs des armées françaises. Par ailleurs, si la part d'agents à temps partiel est stable par rapport à 2023, avec 16 % du total des agents, cet effectif est composé, à 84 %, d'agentes.

Enfin, les chercheurs, qui se sont penchés sur l'âge des agents publics, indiquent qu'en 2024, la seule population qui a fortement augmenté est celle des plus de 50 ans, en hausse de 51 000 personnes (+2,3 %). Une évolution liée à la réforme des

retraites, entrée en vigueur en septembre 2023, qui a provoqué, automatiquement, une augmentation des agents les plus âgés, dont ceux de plus de 62 ans, la part de ces dernier dans l'ensemble des effectifs étant passée, sur l'année 2024, de 11 % à 11,7 %.